

*l'Anti*capitaliste

n°548 | 17 décembre 2020 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



AVEC LES SANS-PAPIERS

FAISONS CLASSE COMMUNE

Dossier

**LE CONGRÈS DE TOURS
ET LA NAISSANCE
DU PCF** Pages 6 et 7

ÉDITO

**S'organiser pour défendre
le droit de manifester**
Page 2

PREMIER PLAN

**Covid en Europe: leurs
stratégies et la nôtre**
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
**Kanaky/Nouvelle-Calédonie:
un climat insurrectionnel**
Page 5

LIBRE EXPRESSION
**Il y a 10 ans: l'onde de choc
des soulèvements arabes**
Page 12



édito

Par CATHY BILLARD

S'organiser pour défendre le droit de manifester

Le gouvernement, via son ministère de l'Intérieur, met en scène l'annonce d'une diminution cadencée de la mobilisation contre ses lois liberticides : 133 000 manifestantEs le 28 novembre, 57 350 le 5 décembre et 26 417 le 12 décembre. Outre la blague du décompte à l'unité – serait-ce le résultat de l'activité de drones ? – et de la division par deux qui tombe presque juste, il suffit de discuter avec des collègues de travail, des voisinEs ou la famille pour mesurer que le gouvernement est loin d'avoir gagné la bataille de la conviction.

Par contre, adossé à des médias qui relaient les dénonciations des « casseurs ultra-violents » par des organisations de policiers qui n'ont de syndicales que le nom, tant leurs argumentations vont ramasser dans les caniveaux de l'extrême droite, le gouvernement joue la stratégie de la tension. La tension idéologique tout d'abord, en procédant par assimilation pour effacer son illégitimité. De larges pans du monde du travail, de la jeunesse se reconnaissent dans les manifestantEs contre les lois liberticides, mais les manifestantEs sont complices des « black blocs » qui sont l'« ultra-gauche » qui met les villes à feu et à sang, empêchant les petits commerces d'ouvrir et se rendant responsable de leur faillite...

Tension physique, policière et judiciaire également : ces dernières semaines, le ministère de l'Intérieur a utilisé les manifs parisiennes pour montrer qu'il pouvait, par quelques images d'arbrus, tenter de disqualifier une manif de masse, empêcher, le 5 décembre, une manif d'aller à son terme ou transformer, le 12 décembre, une manif en une nasse dans laquelle la police peut sauter sur n'importe quel manifestantE en matraquant tout autour. Des dizaines de personnes ont été blessées, placées 24 h en garde à vue suite à des arrestations arbitraires, voire déferées après cette intervention « préventive », pour que Darmanin puisse rouler des mécaniques en proclamant : « Force est restée à la loi. Plusieurs centaines de casseurs étaient venus pour commettre des violences. La stratégie de fermé anti-casseurs – 142 interpellations et encadrement du cortège – a permis de les empêcher, de protéger les commerçants ». En espérant que ce sera dissuasif pour les manifs à venir. « La rue elle est à qui, elle est à nous ! » : pour que ce slogan ne reste pas suspendu en l'air, nous devons être capables de réunir et d'organiser les forces de celles et ceux qui, déjà organisés ou non, veulent combattre Macron, son autoritarisme et le système qu'il défend, et qui va dans le mur en matraquant et en gazant.

BIEN DIT

Une photo d'identité de la police en noir et blanc : face et profil, deux yeux au beurre noir, les lèvres fendues et enflées de celui qui vient de faire des aveux spontanés.

JOHN LE CARRÉ (1931-2020),
Un traître à notre goût (2015).

Quelle chose a commencé à changer grâce à la mobilisation extraordinaire de ce mouvement depuis le 30 mai dernier et la marche nationale des sans-papiers de septembre et octobre.

Un mouvement qui s'étend

Ce sont désormais 24 collectifs de sans-papiers qui sont à l'initiative, pas seulement dans la région parisienne et à Lille mais aussi à Marseille, Grenoble, Lyon, Strasbourg, Montpellier. Sur la base de cet Acte 4 un collectif va naître à Rennes. Un collectif de couturiers sans-papiers est né dans le quartier de la Goutte d'or à Paris : ces couturiers qui très significativement ont fabriqué les masques pour Anne Hidalgo, maire de Paris, alors qu'il en manquait partout ! À Rouen ce sont des femmes sans-papiers qui s'engagent dans la lutte.

Et ce sont bien sûr les réseaux qui se sont mobilisés sur toutes les étapes de la marche de cet automne, dynamisés par elle, qui sont les locomotives de cet Acte 4, entraînant dans leur sillage d'autres villes. Comme à Paris, les collectifs de Grenoble envisagent d'occuper une place, à titre d'avertissement. À Montpellier, symboliquement, la manifestation sera précédée par un campement devant la mairie.

Le mouvement a aussi un impact sur les réseaux syndicaux, pas seulement au travers des structures syndicales nationales qui appellent. Plus directement des structures locales s'engagent, Unions départementales ou locales de Solidaires, de la CGT ou de la FSU, syndicats de secteurs (SUD Culture, SUD Education, CGT Énergie Paris, comité national de la CGT précaires et chômeurs...). Bien que n'ayant pas signé l'appel national, la CGT confédérale a appelé « l'ensemble des salariéEs » à se joindre aux manifestations.

Et ce train bouscule d'autres sphères plus proches des cercles institutionnels. 14 structures dont la Ligue de l'enseignement, la LDH, Médecins du Monde, le Syndicat des avocats de France, le Syndicat de la magistrature appellent à rejoindre les initiatives en prenant position pour la liberté de circulation et d'installation et en exigeant une régularisation massive des sans-papiers.

Face à l'invisibilisation

Voilà ce qui a commencé à changer et qui a une signification politique.

À la Une

Avec les sans-papiers Faisons classe commune

Les grandes villes bien sûr : Bayonne, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Nantes, Paris, Rennes, Strasbourg, Toulouse... mais aussi Briançon, Foix, Dunkerque, Verdun, Royan, Privas, Tarbes, Lannion, Romans, Montauban, Figeac... Le vendredi 18 décembre, ce sont des manifestations dans plus de 50 villes sur tout le territoire, autour des mots d'ordre de l'Acte 4 du mouvement des sans-papiers : « Liberté, Égalité, Papiers ! »



Grâce à la détermination et à la réalité d'un mouvement de solidarité sur tout le territoire, ce qui était caché, invisibilisé est en passe de devenir un enjeu politique public. Et cet enjeu politique explique alors d'autant mieux les raisons pour lesquelles tout été fait pour l'invisibiliser.

Car poser la question des migrantEs c'est poser des questions essentielles pour toute la logique de la société dans laquelle nous vivons : celle des rapports nord/sud, celle de la production presque indécente de richesses et de technologies s'accompagnant d'inégalités sociales de plus en plus criantes et généralisées et d'atteintes de plus en plus profondes aux libertés, à commencer par celle de circuler. Car le statut même de sans-papiers impose, inlassablement et irréductiblement, dès qu'il est reconnu, s'il n'est pas remis en cause, de devoir justifier l'inégalité à tous les niveaux.

D'où découlent, pour celles et ceux qui la tolèrent alors, le racisme (les Français d'abord) et l'idée qu'il n'y a pas assez de moyens. Arguments dont on voit explicitement en ce moment comment, en se généralisant, ils se mettent à attaquer des couches de plus en plus larges de toute la société.

Pas de hasard donc si, pour se donner stature – ridiculement – historique, Macron ait choisi de célébrer la III^e République de 1870, celle qui justifiait la colonisation par le devoir des races supérieures à civiliser les races inférieures et celle qui écrasa dans le sang la Commune de Paris.

Faire classe commune avec les sans-papiers

La question se met à être posée publiquement. Voilà ce qui a commencé à changer, qu'il faut amplifier par la mobilisation.

Mais il faut tout de suite ajouter que, dans les faits, rien n'a changé. Beaucoup se sont indignés mais les migrantEs évacués de la place de la République... sont toujours à la rue. Sous l'impulsion du gouvernement français les mesures européennes ne font que se durcir multipliant les drames sur les routes de la migration. Les conditions de survie des sans-papiers et leur surexploitation ne font que se durcir multipliant les drames sur les routes de la migration. Les conditions de survie des sans-papiers et leur surexploitation ne font que se durcir multipliant les drames sur les routes de la migration. Qui ne peut voir à quel point toutes ces logiques nous entraînent dans une spirale de plus en plus sale et dramatique ? Puisque cela devient visible, puisque les images ont circulé, celles de la place de la République, celles des enfants qui se noient en mer, alors vient la conséquence directe : une société qui accepterait cela, se tait et baisse les yeux, se condamnerait à encore plus de violences et plus d'inégalités.

La force qu'a pris ce mouvement embarrasse le pouvoir, confirmant ce que nous disions après la manifestation du 17 octobre. Le silence de Macron sur la question n'est pas que du mépris. Vous en voulez un dernier signe ? Après des semaines de silence, trois jours avant le 18 décembre, la préfecture de Paris a fini par autoriser la manifestation parisienne sur un parcours défiant toutes les règles des parcours négociés (centre de Paris, boulevard Sébastopol et rue de Rivoli à contre-sens...) dans un contexte pourtant ultra-répressif. Ce train commence à bousculer les choses et empoisonne le pouvoir. C'est le moment de monter dedans. Faire classe commune avec les sans-papiers, c'est construire des bases solides pour ne plus reculer sur rien.
Denis Godard

COVID EN EUROPE

Leurs stratégies et la nôtre

Avec le froid et l'humidité de l'automne, une deuxième vague de Covid se répand en Europe. Lors de sa conférence de presse Jean Castex a déclaré que la France fait mieux que ses voisins européens. Il fallait oser, après les mensonges sur les masques et l'effondrement de la politique de tests.

À l'échelle internationale, les USA de Trump, le Brésil de Bolsonaro, ont défendu l'immunité collective, le capitalisme « comme d'habitude », quoi qu'il en coûte en terme de morts ! 300 000 aux USA... En Europe, la Grande-Bretagne de Boris Johnson a voulu emprunter ce chemin, mais a dû abandonner quand ses effets dramatiques en termes de mortalité et de saturation du National Health Service (NHS) sont devenus évidents.

Stop and go

Pour certains, la Suède démontrerait le faible danger du Covid. Pas de confinement, et un « responsable Covid » qui n'hésite pas à déclarer le masque plus dangereux qu'utile. Mais les chiffres sont là. Une mortalité peu différente de la France, qui pourrait faussement rassurer : mais si on la compare à ce qui est comparable en terme de température, âge et densité de population, dix fois plus de morts en Suède que dans la Norvège voisine,

et une surmortalité terrible chez les personnes âgées.

Les autres pays européens ont opté pour le stop and go. Ils intègrent un rapport de forces social, qui interdit aux bourgeoisies d'abandonner trop ouvertement la santé au profit de l'économie, et leur impose périodiquement de protéger – bien mal – leur population en bloquant certains secteurs de l'économie, toute vie sociale et culturelle, puis de relancer dès que possible les secteurs les plus lucratifs. Cette politique n'a pas évité la deuxième, et pourquoi pas la troisième vague. Alors la France, bon élève du stop and go ? 12 000 contaminations par jour en France qui rouvre. 20 000 en Allemagne qui reconfiner. C'est oublier que mi-octobre, la France de Macron a laissé filer la pandémie à 55 000

contaminations/jour. Une réaction trop tardive, une perte de contrôle de l'épidémie, avec l'embolisation du système des tests, un traçage et un isolement inefficaces.

L'expérience Covisan

La Haute-Savoie et l'Île-de-France montrent ce qui fait la différence face à la pandémie. En Haute-Savoie, département de montagne, on a constaté l'absence de réaction du préfet et de l'Agence régionale de santé (ARS) malgré deux fois plus de nouveaux cas qu'au niveau national. La population, peu frappée par la première vague, n'a pas intégré les gestes barrières. Si les tests sont bien là, le traçage défaille et l'incapacité d'expliquer l'isolement font exploser les contaminations familiales. Sur la même période, l'Île-de-France, une zone urbaine dense, connaît une baisse des cas Covid. Une des clefs d'explication est Covisan, des équipes mobiles qui

Un monde à changer

MACRON PRÉPARE RÉSOLUMENT LE «MONDE D'APRÈS»

Le pouvoir ne se contente pas de distribuer des milliards aux grandes entreprises (en les laissant libres de supprimer des emplois), ni de se préparer à des mouvements de protestation en laissant libre cours à sa police (loi «sécurité globale») et en divisant les opprimés (loi «séparatisme»). Il prépare aussi une nouvelle cure d'austérité et d'attaques contre les services publics en remettant sur le tapis la dette publique. Celle-ci est passée de 99% du PIB en 2019 (PIB) à 120% en 2020. Il faudra rembourser, martèle Bruno Le Maire, «oubliant» qu'un État ne rembourse pratiquement jamais sa dette: il paye les intérêts et rembourse le capital en empruntant à nouveau, c'est ce qu'on appelle «faire rouler la dette». Le problème, ce sont donc les intérêts: et justement, en ce moment, la France (comme beaucoup d'autres grands pays capitalistes) emprunte à des taux négatifs. Les marchés financiers dopés par les opérations de soutien des grandes banques centrales sont avides de titres sûrs comme ceux émis par les États et, pour cela, sont prêts à perdre un peu sur les intérêts. Il n'y a donc pas urgence, d'autant que des solutions techniques existent dans le cadre même du capitalisme, comme le rachat de la dette par la BCE, soutenu par des économistes ou des banquiers qui n'ont rien de révolutionnaires. Cependant, l'arme de la dette est utile aux gouvernants. Depuis des années, ils répètent que la France dépense trop alors qu'une bonne partie de la dette publique est la conséquence des cadeaux fiscaux aux revenus élevés, aux

grandes fortunes et aux entreprises. Pour entretenir l'agitation sur la dette, le gouvernement a créé une «commission sur l'avenir des finances publiques» de 10 membres à peu près tous coulés dans le même moule: hauts fonctionnaires, dirigeants du privé, économistes néolibéraux, avec une caution «de gauche»: l'ex-ministre de la Santé de François Hollande, Marisol Touraine. Il n'y a pas besoin de réfléchir longtemps pour savoir ce qui en sortira. D'ailleurs, le président de la commission, Jean Arthuis (ex-ministre de Chirac) a déjà donné son opinion: pas d'impôt sur la fortune, pas d'effacement de la dette, donc réduction de la dépense publique et réforme des retraites. S'y ajouteront sans doute quelques bidouillages techniques sur la gestion de la dette.

Le rapport de la commission sortira en principe fin février-début mars. Ce sera l'occasion pour ce gouvernement d'une offensive idéologique et de la présentation d'une orientation budgétaire pour les années à venir fondée sur la compression des dépenses, bien sûr pas la police et l'armée, mais sur les services publics: santé, école, communes, SNCF, etc. vont à nouveau en faire les frais.

«Le monde d'après» est en marche, seule pourra l'arrêter une mobilisation résolue autour d'un plan d'action anticapitaliste avec un chapitre sur la dette: annulation de la dette publique (sauf celle détenue par les petits épargnants) et impôt d'urgence sur les revenus du capital et les grandes fortunes.

Cet article fait suite à celui paru dans *L'Anticapitaliste* du 10 décembre. Nous tentons d'y donner une rapide explication sociale et politique à l'inflation sans précédent des dépenses électorales aux USA. À mesure que son discrédit s'approfondit, le système déploie tous les moyens imaginables afin de maintenir un semblant d'intérêt pour les élections et surtout provoquer un choix en faveur d'un des candidats. Dans un même mouvement, l'explosion quantitative et relative des donations issues de grandes fortunes personnelles et d'entreprises reflète la trajectoire d'un système en chemin vers la réalisation de son essence ploutocratique.

«Transparence de la vie politique»

Mais qu'en est-il de la France? Avant la loi fondatrice de 1988, aucun encadrement préventif ou répressif n'existait pour la «vie politique». Tout se passait donc à posteriori, pourvu qu'un scandale explosât et que les faits rentrassent dans une case pénale existante. Mais alors que le premier mandat de François Mitterrand s'achevait, un énième scandale (pourtant banal) provoqua enfin une réaction politico-législative. Un premier point critique de discrédit était (déjà) atteint. Le système devait donc être régulé pour son propre bien. La gauche y avait d'autant plus intérêt qu'elle était historiquement à la traîne dans l'art de

SOUSCRIPTION 2020 **Le financement de la politique en France**

La souscription 2020 du NPA s'achèvera fin décembre. Il est donc plus que jamais temps de donner (voir les modalités en page 11).

la magouille et que la retentissante affaire Urba allait l'éclabousser pendant des années et imposer plusieurs rounds législatifs. C'est ainsi que la première mouture embryonnaire de cette fameuse «loi de 1988», suivie par trois mises à jours en 1990, 1993 et 1995 posèrent les bases d'un système dont les trois volets existent toujours et forment un tout cohérent.

Le premier volet porte sur le respect de la probité des dirigeants et sur ce que l'on n'appelait pas encore la «transparence de la vie politique». Ainsi étaient posés les premiers éléments d'un futur arsenal de contraintes et contrôles visant à traquer les magouilles et encadrer certaines pratiques douteuses chez les membres du gouvernement et des cabinets, élus et hauts fonctionnaires. De manière symptomatique, ce premier volet connut peu d'évolutions pendant 25 ans... avant que les choses ne s'accélérent brutalement dans les années 2010. En effet, le discrédit des institutions et des dirigeants touchant à un nouveau seuil critique, la loi «Cahuzac» de 2013

constitua ce premier volet en un texte autonome et considérablement développé, suivi en ce sens par la loi «pour la confiance dans la vie politique» de 2017. Au menu dès lors: déclarations d'intérêts et de patrimoine détaillées et vérifiées, conditions de nominations et d'éligibilité durcies pour un nombre croissant de postes, gestion resserrée et apurée des indemnités, réserves, frais et emplois d'élus. Parti de rien en 1988, ce volet gagna donc son indépendance pour tracer son propre chemin législatif. Mais il reste politiquement indissociable des deux volets suivants, tant il est vrai que l'on ne peut séparer les personnes des institutions.

Financement des élections

Le deuxième volet porte justement sur les institutions, en l'occurrence sur le financement des élections. Sur ce point, la loi initiale de 1988 ne partait pas de rien. C'est peu dire que le Code électoral n'est pas un haïku. Mais après une modeste avancée initiale sur le remboursement des listes et candidats n'ayant pas atteint les 5% aux législatives

et à la présidentielle, ses mises à jours successives en 1990, 1993 et 1995 fondèrent tout un système: création de la Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques (CNC-CFP), plafonnement des dons et des dépenses de campagne, mise en place d'un mandataire financier pour chaque liste ou candidat, interdiction des dons de personnes morales. Malgré ses limites, ce volet est certainement le plus cohérent et plus conséquent, ayant clairement empêché le financement électoral de connaître une dérive à l'américaine. D'autant que les principaux scandales relatifs au financement électoral tiennent surtout à la complaisance du Conseil constitutionnel (comptes Balladur et Chirac en 1995), mais aussi aux limites de l'encadrement du financement des partis (compte Sarkozy en 2012). Le financement des partis, nous y sommes. Il constitue le troisième volet du système mais aussi le contenu du prochain et dernier épisode de cette modeste chronique. En attendant, le NPA a besoin de vos dons!

travaillent avec les patientEs infectés pour construire ensemble les moyens de protéger leurs proches, d'informer les contacts. Inspiré de la lutte contre le choléra à Haïti, ce projet pilote mobilise des équipes de l'AP-HP, mairie de Paris, médecins généralistes, MSF, Croix-Rouge. Une dizaine d'équipes, 50 000 personnes accompagnées en Île-de-France. À l'opposé de ce dispositif de santé communautaire, le gouvernement souhaitait une loi pénalisant lourdement les «fautes» d'isolement. Devant la levée de bouclier, le risque de refus de tests, il a abandonné. Et nous promet partout des équipes pour aller conseiller les patientEs. Mais qui, avec quel budget, quand? On sait que Covisan, il y a peu, était menacé de coupes budgétaires...

Une autre voie existe

À Madrid, dans le quartier pauvre de Lavapiés, associations et habitantEs ont monté des caisses de solidarité

pour les plus démunis, un réseau citoyen d'interprètes (bengali, wolof, arabe), formé une soixantaine de médiateurEs au sein des populations migrantes, en lien avec les centres de santé, mêlant habitantEs et médecins. Dans d'autres quartiers, ce sont des femmes de ménages étrangères, souvent latino-américaines et sans papiers, qui s'organisent face au Covid, pour les droits sociaux et leur régularisation.

Ni immunité collective à la Trump ni stop and go qui n'a pas évité la deuxième vague et qui réduit nos vies à la production de leurs profits, une autre voie existe, qui conjugue défense des hôpitaux face à l'austérité, réorganisation de la société en fonction des besoins, mobilisation communautaire des usagerEs, des associations et des professionnelEs de santé, dans une lutte commune contre le Covid, mais aussi pour l'ensemble des droits.

Frank Prouhet

CETTE ANNÉE ON N'IRA PAS SE CASSER LA JAMBE AUX SPORTS D'HIVER



Le chiffre 900 000 tonnes

D'après un rapport publié, lundi 14 décembre, par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst), ce sont pas moins de 900 000 tonnes de déchets plastiques qui sont enfouis chaque année en France. Les rapporteurs concluent sur la nécessité «[d']un bouleversement de nos modes de production et de consommation» et invitent à «se questionner en profondeur sur un modèle de société de surconsommation».



Agenda

Jeu 17 décembre, Rencontre de la Brèche avec Fabien Jobard, Paris.

Autour de son livre *Politiques du désordre, la police des manifestations en France* (Seuil, 2020), à 18h précises à la librairie la Brèche, 27 rue Taine, Paris 12^e.

Vendredi 18 décembre, Acte 4 des sans-papiers. À Paris, 18h, Opéra.



NO COMMENT
Il faut un
renouvellement
en profondeur du
capitalisme.

BRUNO LE MAIRE, *l'Opinion*, 14 décembre 2020.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication:**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction:**
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ITALIE

La grève du secteur public, c'est la grève de toutes et tous

Vous souvenez-vous du printemps dernier? De la « première vague », des drapeaux, des chansons aux balcons, du « tout ira bien »? Quelqu'un avait même pensé – et dit – que de cette histoire devait sortir quelque chose de bon, que rien ne pouvait redevenir comme avant. Une sorte de promesse de changement flottait dans l'air. Foutaises!

Non, ils n'avaient pas laissé entendre que quelque chose devait changer : c'est nous qui avions mal compris. Des héros, les travailleurEs de la santé? En fait, elles et ils font partie de la fonction publique... et, on le sait, travaillent moins que les autres, et sont mieux payéEs, et ne sont pas en chômage technique, et ce sont des paresseux : bref, des privilégiéEs.

Il serait peut-être temps de changer quelque chose

Ces travailleurEs du secteur public ont quand même eu le courage d'appeler à une grève, le 9 décembre, pour le renouvellement de leur convention nationale de travail. Pourquoi? Parce qu'en Italie il y a environ 20% d'agentEs publics de moins que dans le reste de l'Europe, parce qu'il est sûr qu'ils et elles ne sont pas les mieux payés de ce continent et parce que leurs conventions collectives sont caduques depuis des années. Parce que, disent-ils aussi, vu que cette crise sanitaire a frappé et frappe encore les services publics des coups les plus durs, vu que beaucoup d'entre eux sont précaires et travaillent dans des conditions indignes, vu qu'ils et elles ont affronté la situation d'urgence du Covid quasiment à mains nues, vu qu'il manque de l'argent (beaucoup) et des personnels (beaucoup) et vu que la santé, les transports, l'école et les collectivités locales ont subi l'épreuve du Covid alors qu'ils étaient déjà détruits et démantelés par des années de privatisations et d'austérité budgétaire, il serait peut-être temps de changer quelque chose. Peut-être de concrétiser certaines des promesses qui les avaient fait se tenir tranquilles il y a quelques mois.

Un bouc-émissaire commode

La seule réponse venue d'en haut – un peu hystérique et un peu trop prévisible pour être crédible, soit dit entre nous – a été au contraire de dire que les employéEs du public sont des fainéantEs et des lâches, parce que, alors que les pauvres livreurEs à domicile indépendants se tuent au travail et que les travailleurEs en chômage technique ont faim, elles et eux travaillent peu et sont très bien payés. Dommage que ceux qui disent ça soient d'élégants messieurs et de paisibles gentilhommes qui savent peu de choses du travail, le vrai, par exemple celui des institutrices ou des infirmières. Ministres, philosophes à deux balles, serial killers du journalisme, experts de statistiques bizarres, entrepreneurs, politiciens du centre-gauche et du centre-droit, qui se ressemblent de plus en plus... mènent une campagne furibarde qui sert en fait de prétexte à une division du monde du travail et à la désignation d'un bouc-émissaire commode, chargé de tous les maux de la société italienne.

En fait, la grève est venue tard et elle est restée limitée. Elle s'est tenue au milieu de nombreuses difficultés – en particulier celle du smartworking¹, qui ne favorise absolument pas les formes traditionnelles de lutte. La réponse aux graves manquements de l'État italien dans sa façon d'affronter la crise sanitaire après les premiers mois du Covid (peu ou pas d'euros pour renforcer la santé, écoles abandonnées à elles-mêmes, pas d'embauche dans les services, hégémonie du marché dans tous les aspects de la lutte face à l'urgence sanitaire) aurait dû être organisée avant, mieux, et en essayant d'impliquer l'ensemble des travailleurEs, pas seulement ceux et celles du public. En fait, l'un des mots d'ordre de cette mobilisation a été que le 9 décembre on faisait grève pour toutes et tous, en ayant conscience que l'emploi public est en première ligne dans la défense de la santé, dans la garantie de services essentiels pour toute la société et pour les droits sociaux des citoyennes et des citoyens. Rien à voir avec des fainéants!

Fabrizio Dogliotti, traduction Bernard Chamayou

1 – La flexibilisation du travail «grâce» au numérique (NDT).

KANAKY/NOUVELLE-CALÉDONIE

Un climat insurrectionnel

Depuis des semaines un conflit important se déroule, dont la presse ne parle pas ou si peu, c'est peut-être trop loin, là-bas... en Kanaky.

Sites miniers bloqués, barrages sur les routes et contre-barrages, affrontements en plein centre-ville de Nouméa, incendies, grève générale... Un climat insurrectionnel!

Marché juteux

Objet de cette bataille: la vente de l'usine de nickel au sud du territoire, détenu par la multinationale Valé (brésilienne) à un consortium, Prony Ressources, contrôlé en partie par le trader suisse Trafigura – tristement célèbre pour avoir déversé des déchets toxiques en Côte d'Ivoire, empoisonnant des dizaines de milliers de personnes.

Le complexe industriel se compose d'une mine à ciel ouvert, d'une usine de traitement du minerai par un procédé hydro-métallurgique, et d'un port dans la baie de Prony. Ce site industriel classé à haut risque, abrite aussi l'un des plus grands dispositifs de stockage d'acide au monde, l'usine produit du nickel et du cobalt, nécessaires à la fabrication des batteries pour les voitures électriques, un marché juteux qui attire les prédateurs.

Le site concerne 3500 emplois dont 1350 directs, soit 5% de la population active.

Les indépendantistes unis rejettent catégoriquement cette transaction. Leur souhait: garder le contrôle majoritaire sur les ressources du pays, et ne plus laisser les multinationales décider à leur place.

Ils ont un projet: une proposition de rachat par la Société Sofinor – société



ALIX MADEC

de financement de la province nord (gérée par les indépendantistes), adossé à l'industriel Korea Zinc et avec un actionariat public calédonien à 56%. Une proposition qui a été purement et simplement écartée. Mercredi 9 décembre, la vente de l'usine Valé a été effectuée.

« Non au bradage de notre patrimoine »

L'usine serait donc reprise par Prony Ressources, un consortium composé à 50% « d'intérêts calédoniens » (?) et à 25% du négociant suisse Trafigura. Le reste revenant à des fonds d'investissement, dont l'un au moins serait australien.

L'État dit qu'il n'a rien à voir dans cette transaction, qui concerne des intérêts privés, mais chacun sait que l'exploitation du nickel de

Nouvelle-Calédonie a toujours bénéficié de soutiens financiers sous la forme de mesures de défiscalisation, d'avances, de prêts, et qu'il est de fait un partenaire incontournable. Devant ce mépris, avec des décisions prises sans eux, concernant leur avenir, l'avenir de leurs enfants, les emplois, l'environnement, les indépendantistes voient rouge: l'USTKE (syndicat indépendantiste, majoritaire à l'usine du sud) a lancé la grève générale reconductible, tout en dénonçant le rôle essentiel de l'État français dans la transaction, et de s'interroger sur les raisons qui ont conduit à cette prise d'initiative. Le FLNKS, l'instance coutumière autochtone de négociation (ICAN), et le collectif Usine du Sud = usine pays ont appelé à la mobilisation générale.

Barrages sur les routes, blocages des usines et des sites miniers, manifestations se multiplient durant plusieurs jours, et les slogans fleurissent: « Trafigura dehors », « Récupération de nos ressources », « Non au bradage de notre patrimoine foncier ». Des affrontements entre militants indépendantistes et forces de l'ordre ont éclaté jusqu'au centre-ville de Nouméa.

Tirs à balles réelles

Des militants de la droite dure, chauffés à blanc et armés de fusils de chasse, ont érigé à leur tour des contre-barrages et se targuent de dégager les indépendantistes. Incursions dans l'usine, incendies de bâtiments administratifs et de véhicules, et c'est l'armée qui intervient, les gendarmes tirent à balles réelles pour stopper les véhicules qui tentaient l'intrusion. L'usine a été évacuée et mise à l'arrêt. 49 personnes ont été arrêtées, cinq personnes condamnées à des peines de prison ferme.

Devant l'engrenage, et la situation explosive, de nombreux appels au calme fusent de tous côtés et amènent un allègement de la mobilisation. L'USTKE a levé la grève générale et appelle au maintien de la mobilisation en soutien au collectif Usine du Sud = usine pays. Un soutien qui passe avant tout par le dialogue autour des emplois et de la préservation de l'environnement. Le FLNKS semble accepter la main tendue du ministre des Outremer, tout en précisant « qu'il s'agit seulement d'une réorganisation, car le mouvement va s'inscrire dans la durée ».

Sûr que ce conflit laissera des traces indélébiles dans une société encore plus fragmentée, et cristallise les inquiétudes à moins de deux ans de la prochaine consultation référendaire.

Mina Kherfi

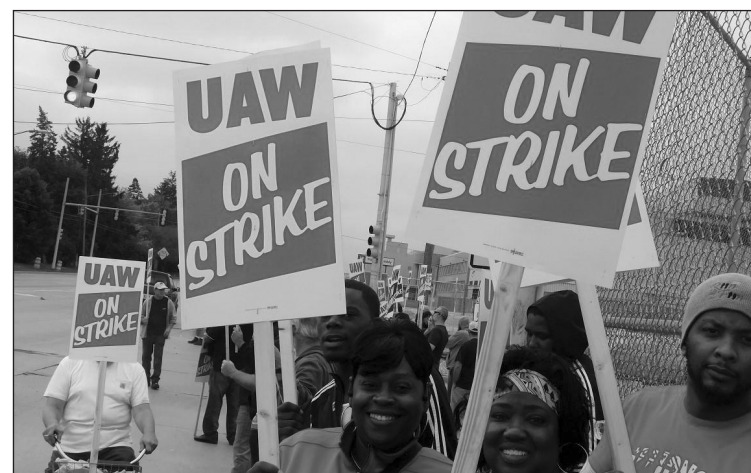
ÉTATS-UNIS Les travailleurEs devront se battre sous la présidence Biden

Le président élu Joseph Biden a promis de contrôler le pouvoir des entreprises, d'encourager la syndicalisation et la négociation collective et de s'assurer que les travailleurEs sont traités avec dignité et reçoivent le salaire, les avantages et les protections qu'ils méritent sur leur lieu de travail.

Biden n'a pas encore choisi de secrétaire au Travail. Le président de la confédération syndicale AFL-CIO, Richard Trumka, préfère le maire de Boston, Marty Walsh, qui était auparavant à la tête du Conseil des métiers du bâtiment et de la construction de la ville, un groupement syndical très conservateur, principalement des hommes blancs, dont beaucoup ont soutenu le président Donald Trump. Les fonctionnaires et employéEs des services, qui sont en grande partie noirs, latinos et femmes, ne sont pas satisfaits de cette position. Certains syndicats veulent que Biden choisisse Andy Levin, élu du Michigan au Congrès, descendant d'une famille politique libérale qui a travaillé en étroite collaboration avec les syndicats. Biden pourrait également choisir la secrétaire au Travail de Californie, Julie Shu, fille d'immigrants chinois. Les choix déjà faits par Biden pour son cabinet sont diversifiés sur le plan ethnique et racial et il pourrait donc choisir Walsh ou Levin, qui sont tous deux des hommes blancs.

Nouveaux défis

Dans les années 1930, les communistes, les socialistes et les trotskistes ont joué un rôle important dans la



DR

direction des grèves les plus militantes, qui ont créé les nouveaux syndicats. Aujourd'hui, les Socialistes démocrates d'Amérique (DSA) sont engagés dans plusieurs projets de syndicalisation impliquant des infirmières, des enseignantEs, des travailleurEs sociaux, des employéEs d'entrepôt, des travailleurEs des transports et des restaurants et d'autres. Certains des militantEs syndicaux de DSA ont une orientation tournée vers la base, tandis que d'autres travaillent avec des responsables ou permanents progressistes

des syndicats. Au cours des prochaines années, DSA et les autres groupes de gauche devront développer des stratégies et des tactiques qui pourront aider les travailleurEs à reconstruire leur puissance sur leur lieu de travail et dans la société. La syndicalisation des travailleurEs soulève aujourd'hui de nouveaux défis, car beaucoup ont des emplois précaires et sont des immigréEs sans papiers. En tout cas, cette tâche de remobilisation sociale est centrale pour nous.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

Narendra Modi, l'actuel Premier ministre de l'Inde et dirigeant du BJP (parti indien du peuple), un parti d'orientation nationaliste et hindouiste, est arrivé au pouvoir en 2014 sur la base d'un programme ultra-libéral. Entre-temps l'Inde a été frappée comme le reste du monde par la pandémie de covid-19 à partir de janvier 2020. Le 11 décembre de cette année, il y avait plus de 9,8 millions de cas déclarés et plus de 142 000 morts recensés. Ces chiffres sont en dessous de la réalité, compte tenu de la faiblesse relative du réseau sanitaire en Inde.

350 000 suicides en 25 ans

L'incidence de cette pandémie est très grande sur l'économie du pays, puisque les services, qui constituent le secteur le plus performant du capitalisme indien, se sont effondrés en avril dernier. L'industrie n'est pas non plus dans un meilleur état, d'autant que l'essentiel de la main-d'œuvre est concentré dans des PME. Nombre de citadins sont en fait des salariés qui n'ont pas vraiment quitté leur village où le reste de la famille continue de vivre et de travailler. La perte de leur emploi les a mis dans une situation des plus tragiques. Quant à l'agriculture, si elle a relativement peu souffert des effets économiques de la pandémie, elle souffre de bien d'autres difficultés. Ainsi, 9 paysans sur 10 exploitent des lopins de moins de 0,8 hectare. On ne peut donc être surpris dans ces conditions des 350 000 suicides recensés en 25 ans pour cause de surendettement et d'un exode rural massif qui a déplacé près de 15 millions de personnes entre 1991 et 2011, malgré le peu d'emplois que l'on peut trouver dans les villes. En 2013, une famille de cinq personnes avait un revenu

INDE La révolte des fermiers

Une mobilisation massive face aux réformes structurelles dans le monde agricole.



estimé à 72 euros mensuels et de nombreuses familles rurales ne survivent que grâce aux programmes sociaux étatiques.

Modi a obtenu l'appui de certains capitalistes indiens pour mener des réformes structurelles dans le monde agricole, sachant qu'à terme, cela les menace d'une explosion sociale de grande ampleur, car le capitalisme indien ne dispose pas pour le moment de la capacité d'absorption d'une main-d'œuvre qui viendrait de la campagne, comme cela a été le cas en Chine, par exemple. En septembre dernier, il a donc promulgué trois lois remettant en cause les prix garantis par l'État pour les produits agricoles et qui permettraient d'assurer aux paysans un revenu minimum. Dans cet esprit il a sorti de la liste des produits essentiels des produits de première nécessité tant périssables que non périssables (sauf si leur prix venait à augmenter de plus de 50% dans le premier cas,

de 100% dans le second), ce qui permettrait d'assurer de beaux profits aux grandes surfaces et autres intermédiaires dans la plus grande légalité.

Delhi assiégée

Cette politique ne peut que contribuer à une augmentation des prix agricoles sur le marché et à la constitution de monopoles pour certains produits, dont pourraient par exemple profiter Mukesh Ambani, un magnat indien très proche de Modi et dont la fortune atteint aujourd'hui 63 milliards d'euros, ou Gautam Adani (« seulement » 23 milliards d'euros), autre proche du Premier ministre. À terme, nombre de petits exploitants privés du revenu minimal garanti par l'ancien système risquent de se retrouver expulsés de leur petits lopins.

La situation est particulièrement inquiétante pour les paysans du Pendjab et de l'Haryana, États

ruraux situés au nord est de l'Inde, peuplés respectivement de 28 et 26 millions d'habitants, et qui avaient été les grands bénéficiaires de la Révolution verte de 1966. C'est dans ces régions que le mouvement de révolte est le plus important, d'autant plus que nombre des produits agricoles concernés par la libéralisation occupent une part significative de leur production. C'est dans ces régions que depuis deux mois les manifestations se succèdent. Ces dernières semaines, les routes comme les voies ferrées autour de Delhi ont été bloquées et nombre de paysans sont bel et bien déterminés à assiéger la capitale plusieurs semaines s'il le faut, malgré la répression menée à leur égard.

Le Parti du Congrès, le plus grand parti historique de l'Inde, mais dont l'influence électorale s'est effondrée au cours des dernières années, tente de profiter de cette opportunité pour se redonner une légitimité. À la tête d'une coalition d'autres petits partis, en critiquant la politique de Modi. Pour autant, il n'est évidemment pas en mesure d'apporter la moindre perspective claire aux petits paysans indiens. Les petits paysans de l'Inde ne pourront s'en sortir qu'en s'alliant avec les salariés des villes, frappés de plein fouet par la crise économique liée à la pandémie, pour assurer le renversement du capitalisme et la réorganisation de la société indienne qui soit profitable à l'immense majorité de la population de ce pays, et non à des entrepreneurs assoiffés de profits.

Pierre Mattei

ALLEMAGNE Le gouvernement embourbé dans la crise sanitaire

Il est révolu le temps où le gouvernement allemand vantait sa bonne gestion sanitaire dans les médias internationaux. La « Corée du Sud européenne » ressemble de plus en plus à la France du printemps.

Après un plateau à presque 20 000 tests positifs par jour pendant près d'un mois, les chiffres sont remontés début décembre, avec un nouveau pic le 10/12 à presque 30 000 nouveaux cas. Si le nombre quotidien de morts reste bien inférieur à d'autres pays, les 604 décès enregistrés vendredi 11 décembre marquent un record et portent le total de victimes aux alentours de 22 000.

Irresponsabilité individuelle ou incompétence gouvernementale ?

Depuis le début de la pandémie, le gouvernement allemand avait choisi de ne pas imposer de mesures strictes de confinement. Hormis quelques entreprises forcées de fermer en mars pour cause de garde des enfants et d'arrêts maladie (mais aussi de la rupture des chaînes d'approvisionnement), l'économie n'a jamais cessé de tourner. Le gouvernement fédéral a largement délégué la gestion sanitaire aux gouvernements régionaux... et à la responsabilité individuelle. Lycées, entreprises et grandes surfaces sont restés ouverts. Les restrictions sur les loisirs et la fermeture des petits commerces semblent avoir



WIKIMEDIA COMMONS

comme principal effet de couler ces derniers, malgré des compensations plus élevées qu'en France.

La gestion de la pandémie est aussi devenue une course à la publicité : des gouvernants régionaux se pavant devant des caméras et micros nationaux en quête d'un poste ministériel, voire pour les plus ambitieux d'une succession à Merkel. Pas de quoi freiner le virus : de plus en plus de régions, de villes ou d'hôpitaux dépassent les seuils critiques.

Le « confinement partiel » prévu pour « sauver Noël » (et les ventes qui vont avec) paraissait à tel point dépassé que l'État fédéral et les

16 gouvernements fédéraux se sont finalement accordés sur un confinement plus rigoureux du 16 décembre au 10 janvier : télétravail, restriction de l'accueil des enfants dans les écoles et les crèches, rassemblements limités (pas plus de cinq à table à Noël!)... Toujours plus de culpabilisation individuelle, mais pas question de fermer les entreprises pour autant : « l'équilibre entre santé et économie » c'est sacré!

Le vaccin et les sceptiques

Les « manifs corona » contre la politique sanitaire du gouvernement (fortement influencées par la sphère complottiste anti-masques

et l'extrême droite) ont perdu en audience avec cette montée épidémique. Mais il reste de fortes minorités qui affrontent parfois une police violente lors de manifestations. Le gouvernement les désigne comme boucs émissaires : ses mesures seraient justes et suffisantes... si seulement tout le monde les respectait!

Il semble surtout que Merkel et compagnie veulent « tenir » jusqu'à l'arrivée du vaccin, sans que le durcissement des mesures sanitaires impacte trop les patrons. Un vaccin made in Germany co-produit par la firme pharmaceutique BioNTech. Malgré tout, la méfiance demeure face à cette campagne de vaccination express. Certes alimentée par les anti-vaccins dans les « manifs corona », mais aussi par les mesures contradictoires des gouvernants... qui comptent sur le succès du vaccin pour redorer leur blason.

En fait, le mécontentement dépasse de loin la mouvance anti-confinement qui s'active sur les réseaux d'extrême droite. Les travailleurs qui subissent cette situation ont bien des choses à redire contre ce gouvernement. Qu'ils fassent entendre leur voix, c'est ce qu'on peut souhaiter pour l'année 2021!

Dima Rüger

SUISSE

Faire front contre les lois liberticides

En Suisse aussi, les autorités renforcent les mesures liberticides, avec entre autres un texte de loi proposant une définition extensive et vague des « activités terroristes », recouvrant « les actions destinées à influencer ou à modifier l'ordre étatique ».

Depuis les années 1980, le néolibéralisme s'est imposé un peu partout autour du globe à la faveur de différentes crises et contre-révolutions. Pourtant loin de pacifier nos sociétés, le néolibéralisme et les politiques publiques qui l'incarnent prennent un caractère toujours plus autoritaire. Ce virage punitif répond à une montée de l'insécurité sociale provoquée par les politiques antisociales des gouvernements. En d'autres mots, les gouvernements néolibéraux ont orienté leurs politiques pour organiser une gestion répressive de la pauvreté.

Pouvoir démesuré aux forces de police

La Suisse ne fait pas exception et a décidé d'opérer ce virage depuis quelques années. Ce processus de criminalisation de la pauvreté et du développement d'un appareil répressif s'est encore accéléré sous l'étendard de la lutte contre le terrorisme au niveau international depuis 2001.

Le 26 septembre dernier, en adoptant deux lois dites antiterroristes, le Parlement suisse s'est en effet doté de l'une des législations les plus sécuritaires d'Europe. Ces deux textes instaurent un État d'exception laissant une importante place à l'arbitraire et un pouvoir démesuré aux forces de police : de la création d'une catégorie de « terroriste potentiel » à la liberté pour chaque juridiction cantonale d'inscrire des organisations sur la liste des organisations dites terroristes, de la soustraction de toute une partie des mesures policières de lutte contre le terrorisme au contrôle du pouvoir judiciaire à la privation de liberté pour les enfants de 12 ans, etc.

Mais au-delà du non-respect de ce que d'aucuns appellent « l'État de droit », ces deux lois auront des conséquences politiques très inquiétantes. Elles ouvrent notamment la possibilité de légitimer et de développer une islamophobie d'État qui pourra s'appuyer sur des dispositifs légaux particulièrement pernicieux. La stigmatisation et la violation des droits des personnes musulmanes vont se renforcer en même temps que la criminalisation des organisations musulmanes et des mouvements de libération.

Surveillance et répression des militants

Ces lois permettront aussi, le cas échéant, d'étendre ce dispositif répressif à des organisations politiques contestant l'ordre social interne actuel. Avec ce corpus législatif, la surveillance et la répression des mouvements militants radicaux, des groupes politiques révolutionnaires et de toute organisation menaçant l'ordre établi seront très sérieusement renforcées. Le projet de la bourgeoisie est clair : renforcer le dispositif répressif de l'État et le caractère autoritaire des politiques publiques afin de maintenir l'ordre social et économique en place.

Notre réponse se doit d'être à la hauteur de la violence de ce projet politique. Le premier pas dans cette direction est sans aucun doute l'élargissement du front référendaire contre ces lois antidémocratiques et répressives¹. Une campagne de rejet de cette politique autoritaire doit pouvoir s'articuler autour de la défense d'un véritable espace démocratique, de revendications antiracistes conséquentes et de la dénonciation des politiques néolibérales. SolidaritéS a, à juste titre, rejoint ce référendum. Maintenant, nous devons construire cette lutte ensemble.

Diego Valtin

Publié dans le n° 379 de SolidaritéS (Suisse)

1 – Les opposantEs à ces lois liberticides récoltent actuellement des signatures pour organiser un référendum sur le sujet.



DR



Contrairement à la postérité symbolique de la date du Congrès de Tours de 1920 dans l'imaginaire des militants politiques et syndicaux, les débats politiques et stratégiques qui l'ont constitué restent relativement absents de notre formation historique et méconnus au sein de l'extrême gauche (en dehors du Parti communiste évidemment plus familier de cet héritage). C'est pourtant un moment capital où de nombreux débats ont lieu dans le contexte de la vague révolutionnaire qui a suivi la Première Guerre mondiale.

NB : Ce dossier est une «version courte» de celui que nous avons publié dans notre revue l'Anticapitaliste mensuel de décembre... et une incitation à le lire !

SCISSION ENTRE RÉFORMISTES OU MOMENT RÉVOLUTIONNAIRE ?

L'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914 marque symboliquement la défaite du courant du mouvement ouvrier opposé à la guerre impérialiste. Les résolutions socialistes, pourtant votées et discutées les années précédentes¹, sont rapidement oubliées et balayées dans le vote des crédits de guerre.

Août 1914 : la faillite de la Deuxième Internationale

Il y eut certes, à la veille de la guerre, de manifestations puissantes de travailleurEs organisées pour s'y opposer dans les principales puissances mais qui furent, avec le renfort d'une partie importante des dirigeants du mouvement ouvrier socialiste et syndical, rapidement contenues. Dès juillet 1914, des socialistes entraient au gouvernement et participaient à envoyer des millions d'ouvriers à la mort dans la boucherie que fut la Première Guerre mondiale. Cette tendance menée entre autres par Léon Blum et Guesde aura jeté les masses ouvrières dans l'impasse mortifère de l'unité patriotique, de « l'Union sacrée ». La CGT également, même si elle ne rentre pas au gouvernement et à l'exception d'une petite minorité, finit également par se rallier à l'union sacrée. Cette trahison a évidemment des conséquences durables et profondes sur le mouvement ouvrier européen et ses organisations. Déjà car une large partie du prolétariat est décimée dans ce massacre, mais également car le prolétariat ressort idéologiquement désarmé par les idées nationalistes de défense de son propre impérialisme et d'alliance au service de sa propre bourgeoisie. Pourtant, une minorité des militants socialistes (dite « minorité de guerre » dans la Section française

de l'Internationale ouvrière) et même plusieurs tendances du mouvement ouvrier tentent de creuser une brèche dans le consensus chauvin. Les opposants à la guerre s'organisent ainsi à une échelle internationale, notamment autour de la conférence de Zimmerwald². Ils se retrouveront également au sein des débats du congrès de Tours autour des tendances dites « internationalistes ».

La nécessité d'une internationale pour la révolution prolétarienne

L'année 1919 voit le congrès de fondation de la III^e Internationale ou Internationale communiste (IC). Celle-ci est fondée, à la différence des Première et Deuxième, sous l'impulsion de la révolution d'Octobre 1917, sur une base théorique très délimitée ; c'est-à-dire pour diriger les luttes révolutionnaires. Elle tient ses quatre premiers congrès en mars 1919, juillet 1920, juin 1921 et novembre 1922, dans une période de vague révolutionnaire qui traverse l'Europe. Période qui commence avec la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917 et la mise en place d'un État ouvrier en Russie. L'Allemagne connaît une première crise révolutionnaire en 1918, puis en 1919 autour du soulèvement spartakiste, l'Italie voit la mise en place du premier conseil ouvrier à Turin en septembre 1919, puis d'un mouvement d'occupation des usines dans le nord du pays à l'été 1920⁴. Une révolution éclate également en Hongrie, cette même année... En France, une grève générale commence autour de la grève historique des cheminots de février-mars 1920 mais elle sera elle aussi mise en échec en mai (en partie à cause de la trahison d'une partie de la direction de la CGT).



AGENCE MEURISSE

de la révolution de 1917, l'existence de l'IC et leurs conséquences dans le mouvement ouvrier international, sont ainsi évidemment au centre des débats du congrès de Tours qui s'ouvre en France en 1920. Même si toutes ses tendances saluent la révolution russe le débat se focalise autour de savoir si celle-ci peut être considérée comme un modèle reproductible, notamment quant à la construction du parti révolutionnaire bolchevik d'un point de vue organisationnel et programmatique.

Le congrès de Tours

Au nom de la SFIO, Marcel Cachin et Louis-Oscar Frossard s'étaient rendus à Moscou en juin et juillet 1920 pour assister au congrès de l'IC. L'une des principales décisions du Congrès est la définition des « conditions d'admission des Partis dans l'Internationale communiste », un document passé à la postérité comme « les 21 conditions » : contrôle de la presse du parti, des élus, élimination des réformistes et des centristes des postes de responsabilité, propagande au sein de l'armée, soutien

aux luttes des colonisés, création de fractions communistes dans les syndicats, épuration périodique du parti, caractère obligatoire des décisions de l'Internationale, etc. Les conditions vont au-delà de la définition d'un programme révolutionnaire mais avancent sur le type d'organisation à construire. Leur objectif est sans ambiguïté : provoquer la scission entre le courant réformiste – ou « centriste » – et révolutionnaire car, comme l'affirme le préambule des 21 conditions, « l'Internationale communiste est menacée de

l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore pu rompre avec l'idéologie de la II^e Internationale ». L'adhésion ou non à ces conditions et donc à l'IC sont ainsi ensuite au centre des débats du congrès de Tours. Plusieurs tendances s'y affrontent autour de ces débats. Sont présents d'un côté les réformistes de gouvernement (autour de Marcel Sembat ou Blum) qu'on appelle « les majoritaires de guerre » mais qui sont également identifiés comme la « résistance à l'adhésion » à l'IC. La fraction « Cachin-Frossard »,

LES PREMIERS PAS DU PARTI COMMUNISTE: QUEL PARTI CONSTRUIRE?

revenant de Moscou, défend « la résolution présentée par le Comité de la III^e Internationale et par la fraction Cachin-Frossard » qui propose l'adhésion aux « 21 conditions ». À côté de cela, existe également une fraction centrée appelée « centre constructeur » autour de Jean Longuet et Paul Faure, favorables en principe à l'adhésion mais plus que réservés sur « les conditions ». Enfin, la tendance dite de gauche est très peu présente dans les débats car nombre de ses dirigeants sont à ce moment en prison, suite à la défaite et la répression féroce de la grève des cheminots de 1920. Le spectre de Zinoviev et de l'Internationale Communiste flotte sur l'ensemble des débats, et Clara Zetkin (elle-même en fuite car recherchée par toutes les polices d'Europe) ouvre le congrès par un discours très chaleureusement applaudi.

L'issue du Congrès est connue dès le début. Elle est déjà scellée par les votes des militants dans les sections locales et ce congrès enregistre ainsi une large majorité pour l'adhésion, avec pour conséquence également déjà connue la scission, dont seule l'ampleur reste l'enjeu des débats du congrès.

Les conséquences du congrès de Tours

Le congrès de Tours scelle la trahison et l'échec de la stratégie réformiste au sein du mouvement ouvrier. En effet, la question de la guerre concentrait tragiquement de nombreux problèmes politiques stratégiques autour du rapport de la classe ouvrière avec les autres classes, mais également du parti ouvrier avec l'État et le gouvernement. De l'autre côté, il entérine la fondation du Parti communiste (PC-SFIC, Parti communiste - section française de l'Internationale communiste, avant de devenir Parti communiste français en 1943) mais également sa subordination presque totale à la politique de l'Internationale communiste.

Le Congrès de Tours et la fondation du PC incarnent la tentative par les révolutionnaires de se saisir à la fois de la responsabilité que fait peser sur la classe ouvrière cette crise majeure du capitalisme, mais également l'opportunité sans précédent que cette période ouvrait. Il est, en un sens, l'un de ces « courts moments révolutionnaires » (comme l'a nommé Julien Chuzeville) dont nous nous revendiquons encore aujourd'hui au NPA. Une voix et un projet aussi révolutionnaires que démocratiques, antistaliniens, comme continuèrent de le porter Léon Trotsky et « l'opposition de gauche » contre la bureaucratie du tout jeune État ouvrier d'URSS. Un projet qui reste pour nous toujours autant d'actualité, sinon plus dans cette période de crise profonde du capitalisme ! Certes, un moment et une perspective révolutionnaire rapidement confisquée par la bureaucratie stalinienne qui eut vite fait de s'ériger en rempart contre les révoltes et révolutions populaires de ce siècle. Celle-ci précipita les égarements nationalistes qui avaient pourtant déjà mené à la scission du congrès de Tours.

Manon Boltansky

1 - La conférence de Zimmerwald est une réunion de militants socialistes qui se tient en Suisse à Zimmerwald en septembre 1915. Elle publie un manifeste dénonçant la guerre et le chauvinisme comme une barbarie au service du maintien du capitalisme occidental et appelant à l'union des travailleurs de tous les pays contre la guerre.

La rupture officielle avec le réformisme et la nouvelle radicalité de la SFIC enthousiasment les jeunes militants qui avaient rejoint le parti par hostilité à la guerre, les « nés de la guerre ». Elle attire également des syndicalistes révolutionnaires gagnés au communisme par l'exemple de la révolution russe. La nouvelle section française de l'Internationale communiste (SFIC) conserve ainsi la grande majorité des forces militantes, notamment des jeunes, avec un nombre d'adhérents qui dépasse ce qu'avait pu représenter le Parti socialiste avant-guerre¹. Elle conserve aussi les structures du parti et sa presse. La minorité qui rejoint la SFIO se trouve essentiellement parmi les cadres des grandes villes, les plus liés aux institutions bourgeoises, et notamment la majorité des élus. Cette partition n'est pourtant pas tout à fait nette : à la base, certains adhérents qui penchent pour le réformisme restent à la SFIC pour maintenir l'unité, et au sein de l'appareil, notamment dans les organes de presse, beaucoup restent par souci carriériste.

Tensions avec la direction de l'Internationale communiste

Au-delà de l'affirmation du caractère révolutionnaire du parti, la nouvelle ligne politique du parti est encore floue et les divergences sont nombreuses au sein d'une direction loin d'être homogène. La « gauche » du parti, la plus favorable à l'IC, reste minoritaire, ses dirigeants sont jeunes et peu connus et leur influence est limitée. La direction reste entre les mains du « centre », avec Frossard, qui reste au poste de secrétaire général, et Cachin, à la direction de *l'Humanité*. Cachin et Frossard ont soutenu l'adhésion à l'IC pour suivre le courant plus que par conviction. Après la scission, ils mènent une résistance passive à la transformation du parti souhaitée par l'IC. La direction du parti ne s'oppose pas ouvertement aux décisions de l'Internationale communiste. Elle les accepte en parole, mais ne les applique pas, traîne des pieds, gagne du temps, et couvre systématiquement ceux qui attaquent publiquement les résolutions de l'IC. Cette dernière est notamment accusée de prendre ses décisions sans bien connaître la situation ou de manière trop générale et inadaptée aux situations locales. Une accusation pourtant de bien mauvaise foi, dans cette courte période (avant que s'abatte le stalinisme), où les discussions dans l'Internationale sont fréquentes et libres. Les congrès mondiaux ont lieu chaque année, complétés de réunions de l'exécutif élargi, qui tiennent lieu de mini-congrès, et où les délégations françaises sont parmi les plus nombreuses. La question française occupe d'ailleurs une place démesurée dans l'ordre du jour de ces rencontres internationales, preuve de la grande patience des dirigeants de l'IC, qui cherchent à convaincre. Derrière les accusations de la droite du parti, il y a surtout une hostilité politique non assumée, qui l'amène à revendiquer une autonomie des sections nationales.



Deux conceptions de l'Internationale s'opposent ainsi. Pour les bolcheviks, la III^e Internationale doit devenir un « parti mondial de la révolution », démocratique, mais fortement centralisé : après les débats, les décisions s'appliquent à tous. Mais la direction française, hormis sa gauche, reste attachée à l'organisation de la II^e Internationale : une fédération de partis nationaux, déterminant leur politique en fonction des situations et contingences locales. Pour les bolcheviks, cette organisation a favorisé un internationalisme de façade, réduit aux temps de congrès, volant en éclats à la première épreuve.

Mettre l'activité parlementaire au second plan

L'exigence d'un fonctionnement centralisé concerne également le fonctionnement interne du parti. En particulier, le contrôle des fractions parlementaires et de la presse figure parmi les 21 conditions d'adhésion à l'IC, mais reste contesté au sein de la SFIC. Pour les bolcheviks, la social-démocratie a perdu de vue les perspectives révolutionnaires en devenant un parti essentiellement propagandiste, focalisé sur l'activité parlementaire et la presse, alors même que les fractions parlementaires et les journalistes prenaient leur autonomie : les parlementaires discutant entre eux de leur attitude au Parlement, les journalistes écrivant librement selon leurs convictions propres sans nécessairement refléter l'orientation du parti. Autonomie qui, avec la stabilisation des démocraties bourgeoises en Europe, a conduit les élus à délaissier l'agitation et la propagande destinées à développer la conscience de classe, au profit d'une lutte pour

l'introduction de réformes dans le cadre capitaliste.

Dans l'après-guerre, alors que la trahison social-démocrate fait émerger des courants communistes dont la saine aversion pour le parlementarisme se transforme en refus de toute participation électorale², la section française peine au contraire à rompre avec les vieilles habitudes parlementaires socialistes, la droite du parti allant de son propre chef jusqu'à passer des accords électoraux locaux avec les réformistes. Cela même alors que dans l'immédiat après-guerre, la démocratie parlementaire n'est plus que l'ombre d'elle-même. L'Europe peine à sortir de l'économie de guerre. En France, les dépenses militaires restent au niveau de la guerre et cela pose rapidement le problème de la dette. Bien que victorieuse, la bourgeoisie française dispose de peu de marges pour des concessions à la classe ouvrière. Au parlement, les partis bourgeois font bloc³ et ne laissent aucun os à ronger aux députés réformistes. L'Internationale soutient l'utilisation de la tribune parlementaire, mais dans un but d'agitation, subordonnée à la lutte extra-parlementaire des masses. Les députés communistes doivent être des agitateurs envoyés en mission chez l'ennemi et non des législateurs cherchant un langage commun avec les autres législateurs pour des petites avancées compatibles avec la marche du capitalisme. Pour mener à bien cette tâche, l'IC recommande d'écarter les parlementaires « expérimentés » pour leur préférer des ouvriers, même sans expérience parlementaire, même s'ils ne sont pas de grands tribuns. Leurs discours à la tribune de l'Assemblée ont pour finalité d'être distribués en tracts ou brochures.

Renforcer l'implantation dans la classe ouvrière

L'une des préoccupations des dirigeants de l'IC vis-à-vis de la section française est de raffermir le lien avec la classe ouvrière, en faisant entrer plus d'ouvriers au parti. Car si le parti compte quelques bastions ouvriers, notamment en Seine-Saint-Denis ou dans le Cher, avec de jeunes ouvriers qui ont connu les tensions sociales dans les usines en 1917 ou dans l'après-guerre, il s'est surtout développé dans la petite-bourgeoisie, avec des instituteurs ou paysans revenus de la guerre pacifistes et révoltés. Cette composition se reflète dans la direction, qui ne compte que quatre ouvriers et trois employés modestes parmi les 32 membres du comité directeur élus au congrès de Tours.

Il y a donc une importance particulière à gagner les syndicalistes révolutionnaires, que les dirigeants de l'IC, et notamment Trotsky, ont fréquentés durant la guerre, et qui gravitent autour du parti sans tous l'avoir rejoint. En France, le mouvement syndical s'est construit en rivalité avec le Parti socialiste, avec une forte hostilité au parlementarisme et à une direction socialiste dominée par la petite-bourgeoisie, avec ses professeurs d'éloquence, ses journalistes et ses avocats. C'est cette distance que l'Internationale voudrait voir disparaître, ce qui passe aussi par une meilleure implantation ouvrière.

L'IC préconise l'organisation de noyaux communistes dans les entreprises et dans les syndicats. Une orientation qui rencontre l'hostilité des anarcho-syndicalistes, mais aussi de la direction de la SFIC. Elle rompt avec le modus vivendi établi avant-guerre entre le Parti socialiste et la CGT, qui

consacrait l'indépendance syndicale et la division des tâches : au parti, la propagande politique générale et le travail parlementaire ; au syndicat, les luttes économiques. Mais pour l'IC et la gauche du parti, il est impensable de prétendre devenir un parti communiste sans intervenir directement dans l'action de masse, sans implanter des groupes communistes au cœur de la machine de l'exploitation, où les ouvriers font l'expérience immédiate de la lutte des classes. D'autant que les expériences révolutionnaires russe et allemande ont montré l'importance de la grève de masse dans la modification du rapport de forces politique.

Maurice Spitz

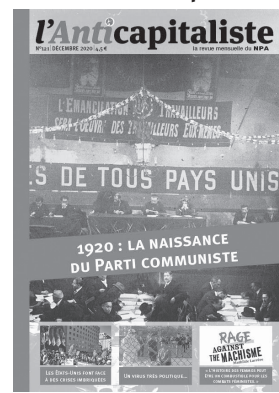
1 - Entre 110 000 et 130 000 membres en 1921 selon les sources.

2 - Attitude à laquelle Lénine répond dans sa brochure la Maladie infantile du communisme.

3 - Le « bloc national », qui regroupe la dizaine de partis bourgeois à l'Assemblée, reste au pouvoir de 1919 à 1924.

L'Anticapitaliste la revue

Le n°121 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, voir le formulaire page 12.

GENERAL ELECTRIC VILLEURBANNE

Ça pourrait ne pas en rester là !

Les salariéEs de General Electric (GE) à Villeurbanne sont en grève depuis trois semaines contre des licenciements. Le PSE concerne plus de 600 postes en France, dont la moitié de l'usine de Villeurbanne.

General Electric n'en est pas à son coup d'essai. Déjà l'an dernier, le site de Villeurbanne était concerné par un PSE jusqu'à ce que la direction le retire – pour en concocter un bien pire.

Grève militante contre des licenciements subventionnés
Avec ce nouveau plan de licenciements, 3000 postes seront passés à la trappe depuis le rachat d'Alstom en 2015. GE s'était pourtant engagé à créer 1000 emplois. Personne n'en a vu la couleur. Le groupe a préféré payer une amende de 50 millions d'euros. Exactement la somme promise par Bruno Le Maire le 1^{er} décembre pour « développer de nouvelles activités industrielles »... et financer le plan social ! La grève a démarré le 23 novembre. Très vite, les grévistes se sont tournés vers les autres salariéEs du groupe, à commencer par celles et ceux de Saint-Priest, dans la banlieue lyonnaise. Le 3 décembre, des équipes de grévistes sont parties sur d'autres sites, à Aix-les-Bains et à Montpellier. À Aix, ils ont débrayé l'équipe en poste dans une chaude ambiance. Le risque d'extension a fait peur à la direction, qui a entamé le 7 décembre des négociations pour canaliser la colère. Elle a concédé quelques emplois sur le site de Villeurbanne, en est revenue aux primes et mesures d'âge du premier PSE et a payé cinq jours de grève. Alors, un partout la balle au centre ? Pas forcément, car ces trois semaines de lutte peuvent changer la donne.

Et maintenant ?

Le 1^{er} décembre, des grévistes sont montés à Paris pour interpeller le gouvernement. Devant l'Assemblée, Mélenchon a entonné son couplet sur la casse de l'« industrie française » par un groupe étatsunien. L'occasion pour les chantres du nationalisme économique de vanter leur programme pour 2022. Mais ce n'est pas la gauche avec ses « cocoricos » qui sauvera les emplois chez GE.

Rappelons que c'est Montebourg, hier ministre socialiste du « Made in France » et aujourd'hui en coquetterie avec les Insoumis, qui avait entériné les fausses promesses de créations d'emplois au moment du rachat d'Alstom. Les salariéEs de GE n'ont rien à attendre de ces stratèges industriels et de leur protectionnisme qui vise « l'intérêt national » et pas celui des travailleurEs.

Aujourd'hui, les salariéEs GE de Belfort sont touchés par de nouveaux licenciements. Seule une riposte d'ensemble des GE pourrait faire reculer la direction. Et ils et elles ne sont pas seuls. Bien des travailleurEs sont touchés par des suppressions d'emplois. D'ailleurs les grévistes ont commencé à se tourner vers d'autres, en rencontrant le 1^{er} décembre ceux du groupe TUI, ils et elles pourraient être un point de ralliement dans la bataille à mener contre les licenciements.
Bastien Thomas

RATP « Tout simplement, à terme, la privatisation des transports de voyageurs dans toute l'Île-de-France »

Entretien. Alexis Louvet (Solidaires RATP) et John Borges (CGT RATP), du dépôt bus de Pleyel (Saint-Denis), ont répondu à nos questions sur la préparation de la grève du 17 décembre.

Quel est l'objectif du projet Île-de-France Mobilités pour la RATP et la SNCF ?

John Borges : IDFM [Île-de-France Mobilités] souhaite rester l'entité publique qui organise les transports de voyageurs en Île-de-France, mais seulement avec des opérateurs privés. Ils obligent la RATP et la SNCF à répondre aux nouveaux appels d'offre uniquement avec des filiales de droit privé. Pour le réseau existant, il serait entièrement ouvert à la concurrence suivant un calendrier (décembre 2024 pour le réseau bus) et seuls des opérateurs privés pourront y répondre.

Quelles sont les principales conséquences pour les salariéEs ?

Alexis Louvet : C'est une remise à zéro de cinquante ans d'acquis sociaux arrachés par les luttes : temps de travail, roulements de ligne, réglementation « fortes chaleurs », déroulement de carrière, jours fériés, repos, congés annuels... Le CST (« Cadre social territorialisé ») vanté par ceux que j'appelle les liquidateurs de la RATP (État et région) est même moins favorable que la convention collective du Transport urbain ! Merci la « loi travail » !

Quel impact pour les usagerEs ?

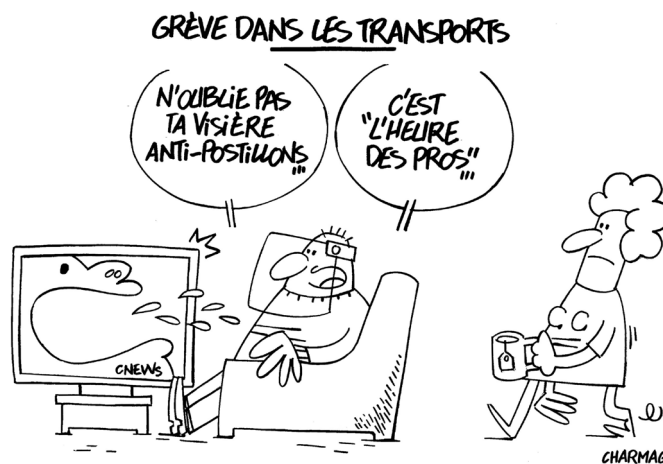
JB : À l'approche des élections régionales, Valérie Pécresse se garde bien de s'éterniser sur le sujet, car c'est bien la patate chaude qui risque de lui faire perdre la région... On l'a d'ailleurs vue très gênée lors d'un débat sur la question avec notre camarade Alexis Louvet. Pour expliquer l'impact négatif aux usagerEs, on s'appuie sur exactement les mêmes expériences déjà appliquées dans d'autres pays, et qui se sont toutes avérées

être un échec, surtout pour les usagerEs.

La raison est simple : contrairement à une entreprise publique, l'objectif d'une entreprise privée est de réaliser des bénéfices. Bénéfices reversés ensuite en dividendes aux actionnaires... Et que font ces entreprises pour tirer les bénéfices vers le haut ? Elles coupent sur la masse salariale (baisse d'effectifs), sur l'investissement dans les infrastructures, sur la maintenance. Et quand le bénéfice ne suffit pas aux actionnaires, on augmente les tarifs pour les usagerEs. C'est ainsi qu'à Londres par exemple l'usagerE se retrouve avec un abonnement mensuel à 415 euros par mois, avec du matériel mal entretenu, qui tombe plus régulièrement en panne et engendre beaucoup plus de suppressions et de retards...

Quel est le calendrier des attaques ?

JB : Il faut rappeler que ce sont des directives européennes qui incitent les États à ouvrir les réseaux de transports publics à la concurrence. C'est ensuite ce gouvernement ultralibéral (bien encouragé par la majorité de droite à la région



la grève, pour ne pas priver de transports les soignantEs, les personnes ayant besoin de se déplacer pour se faire tester, les travailleuses et travailleurs du nettoyage et du nettoyage, etc. Fin novembre, comme la situation sanitaire semblait s'améliorer, la date du 17 décembre a été retenue. Cette fois, il n'y aura pas de suspension du mouvement, mais cette journée a été préparée dans l'urgence, ce qui n'est jamais facile. Il faudra tirer le bilan de cette première mobilisation avant d'organiser la suite, en jonglant entre les contraintes spécifiques de cette période si particulière.

Comment se prépare la journée du 17 décembre à Pleyel ?

AL : Ici, on a l'habitude de travailler en intersyndicale depuis de nombreuses années. Les équipes militantes CGT, UNSA et Solidaires Groupe RATP ont organisé des heures d'info syndicale et des distributions de tracts communes, et les collègues sont réceptifs. Pour le 17, nous avons lancé une invitation aux habitantEs et militantEs du secteur (qui nous avaient soutenu pendant la grève contre la retraite par points) : venez partager avec nous le petit-déjeuner, dès 6h, devant le dépôt. Ce sera l'occasion de fêter la bataille victorieuse pour les retraites, mais aussi d'échanger avec les autres grévistes du territoire, je pense évidemment aux agentEs communaux de Saint-Denis, en grève depuis plusieurs mois pour défendre leurs acquis sociaux.
Propos recueillis par nos correspondantEs



Quel est le calendrier de la riposte ?

AL : La riposte est difficile à organiser dans ce contexte sanitaire incertain. L'intersyndicale UNSA-RATP, CGT-RATP, Sud-RATP, SAT-RATP et Solidaires Groupe RATP a d'abord coché la date du 19 novembre sur le calendrier, avant de suspendre l'appel à

MÉRIGNAC Les territoriaux en grève et en colère

Un mouvement de protestation face aux absences non remplacées, aux postes non pourvus, au mépris...

« **N**ous sommes les reines des cantines. Il est clair que nous avons pleins d'avantages :
– Près de la moitié du service est absent.
– Nous travaillons en sous-effectif en mode dégradé de façon quasi quotidienne.
– Beaucoup de collègues sont en longue maladie car nos corps, nos têtes et nos cœurs sont détruits par nos mauvaises conditions de travail.
– Trop de nos collègues ont des contrats précaires.
– Beaucoup de collègues vivent des mois difficiles et sont en difficultés sociales.
– Nos outils de travail sont réparés au bout d'un, deux, trois mois.
– Il nous manque des machines à sécher le linge, des fours, des

chambres froides, des chariots, des produits, des outils partout.
– Des collègues n'ont pas de chauffage dans les vestiaires.
– Des toilettes sont sans évacuation d'eau depuis des années.
Et la cerise sur le gâteau est que comme nous ne travaillons pas assez tout au long de l'année, nous devons maintenant aller faire des ménages pendant les vacances de Noël. »

Conditions de travail et management insupportables

Voici un extrait du texte que faisaient circuler des employées municipales de Mérignac qui venaient de se faire traiter de privilégiées par un représentant de la mairie. L'appel à la grève de la CGT pour le 10 décembre a été



bien suivi. Le rassemblement a réuni plus de 200 personnes devant la mairie, dirigée par une alliance PS, PC, EÉLV qui impose des conditions de travail et un management insupportables dans la plupart des services, pour nombre des 1300 employéEs, dont 300 ont des contrats précaires. Absences non remplacées, postes non pourvus, mépris... à cela s'ajoute la menace de se voir imposer huit jours supplémentaires de travail

dans l'année, sous prétexte de s'aligner sur le temps de travail légal. Trop c'est trop, la parole se libère, de nombreuses interventions ont fait état de ces situations et des revendications à commencer par la titularisation des précaires et des augmentations de salaire. Une nouvelle journée de grève est annoncée pour le jeudi 17, et l'idée d'une grève reconductible fait son chemin...
François Minvielle

MARSEILLE

Cantines scolaires : tout n'est pas rose !

Entretien avec Charlotte, militante CGT.

Depuis plusieurs semaines, une grève touche certaines cantines scolaires à Marseille. Quels sont les syndicats qui appellent ? Sur quelles revendications ?

Les agentEs font grève sur le préavis national de Solidaires (non représenté à la Ville) et de la FSU par rapport à la crise sanitaire et aux difficultés à appliquer les protocoles, et sur préavis local de l'UNSA.

La crise sanitaire a démontré ce qu'on disait à l'ancienne municipalité : il y a bien un manque de personnel. La crise a aggravé la situation avec les agentEs en arrêt pour Covid, celles et ceux déclarés cas contact, les autres absences (maladie...) et les agentEs mis en Autorisation spéciale d'absence car vulnérables. À cela s'ajoute, un protocole sanitaire inapplicable.

JEUNESSE Facs fermées et précarité: les étudiantEs confinés abandonnés à leur sort

Les collèges et lycées sont ouverts, les salariéEs doivent continuer d'aller au boulot, mais les étudiantEs restent totalement confinés. Aux difficultés psychiques liées à l'isolement s'ajoute une détresse financière qui accentue la précarité étudiante.

Malgré la communication de Macron, le gouvernement a laissé de côté des dizaines de milliers de jeunes, sans ressources... et sans perspectives.

Des cours à distance, mais une angoisse bien présente

Pendant le premier confinement, 31% des étudiantEs avaient présenté des signes de détresse psychologique selon l'Observatoire de la vie étudiante (OVE). Il n'y a pas encore de chiffres pour celui du mois de novembre mais le bilan pourrait être beaucoup plus lourd : une étude menée sur les étudiantEs de Sciences Po indique que 60% souffrent d'anxiété et que pour 40% il s'agit même de dépression. Les cours à distance deviennent un des facteurs de cette angoisse généralisée. Avec des programmes quasiment pas aménagés et les échanges difficiles avec les enseignantEs, beaucoup cessent de suivre. Ils étaient 8 sur 10 à avoir décroché au semestre du printemps dernier. Qu'ils et elles soient restés dans leur logement étudiant ou retournés chez leurs parents, l'environnement n'est pas propice

aux études : logements exigus, problèmes de connexion, matériel inadapté aux cours en ligne. À quoi s'ajoute l'absence de vie sociale. Une solitude particulièrement dure à vivre pour les étudiantEs en première année qui n'ont pas tous pu nouer des liens avec le reste de leur promotion.

Plongée dans la précarité

En plus de toutes les angoisses liées à la poursuite des études, les difficultés financières s'accumulent. La vague de licenciements et le chômage partiel liés au confinement affectent directement les étudiantEs, car près de la moitié exerce une activité salariée. Depuis le premier confinement, les coups durs s'enchaînent. Entre mars et juin, près des trois quarts des étudiantEs ont vu leur activité salariale réduite ou interrompue. Ce qui ne s'est pas arrangé par la suite avec les réductions d'effectifs, dans la restauration notamment. Sans job étudiant, pas facile de remplir son frigo ou de payer le loyer. On retrouve de plus en plus d'étudiantEs dans les queues des distributions alimentaires, un phénomène inédit. Dans la Sarthe,

20 ANS EN 2020



150 étudiantEs se sont inscrits au Restos du Cœur. Les AGORAé, les épiceries solidaires du CROUS, ont accueilli plus d'étudiantEs depuis le début de l'année que depuis leur lancement en 2011.

ToutEs ces étudiantEs précaires paient la crise de plein fouet. Les quelques aides de l'État sont largement insuffisantes. Pour le gouvernement, ces étudiantEs de plus en plus désemparés sont sans doute de la main-d'œuvre corvéable et dont les patrons pourront profiter quand ils en auront besoin. C'est en tout cas l'ambition du « plan de relance », dont tout un volet vise à favoriser l'emploi (précaire) des jeunes. La précarité ne se résorbera pas avec le déconfinement...

Cette précarité qui se généralise parmi les étudiantEs, notamment salariés, pourrait faire naître des réactions. La colère est sourde, mais bien réelle : on l'a sentie dans la mobilisation des assistants d'éducation (AED), mais aussi à travers les foules de jeunes venus manifester contre la loi « sécurité globale ». D'autant que les jeunes sont dans le viseur du gouvernement et de son tour de vis sécuritaire : avec sa loi de programmation de la recherche (LPR), l'occupation des universités est devenue un délit passible de prison... Mais à défaut des facs, les étudiantEs pourraient bien se mettre à occuper la rue!

Simon Couderc

GRENOBLE Contre la précarité « de gauche »

À Grenoble, des salariéEs des écoles de la ville sont en grève pour leurs conditions de travail et pour sortir de la précarité.

Dans la nouvelle capitale verte d'Europe, ce sont près d'un millier de salariéEs qui font vivre les écoles, accueillent les enfants plusieurs heures par jour : animateurEs, agentEs des cantines et du nettoyage, ATSEM, AVS, responsables du périscolaires. Un travail qui a permis à Éric Piolle, le maire écologiste de Grenoble, d'obtenir le prix de la meilleure cantine de France en 2019.



PAUL TURENNE/PLACE GRÉNET

Conditions de travail détériorées

Mais sous ce vernis vert, c'est la précarité des agentEs qui domine : contrats horaires, CDD de 10 mois,

SMIC, temps partiels imposés pour une amplitude horaire de 35 heures... Les agentEs peuvent se déplacer dans deux écoles différentes dans une même journée. Ce sont principalement des femmes qui occupent ces emplois. Et ces conditions se reproduisent pour

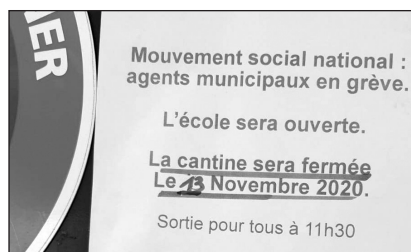
les plus anciennes depuis 5, 10, 15 ans.

Cette année, les conditions de travail se sont encore détériorées. La mairie exige des protocoles sanitaires qui impliquent un travail plus dur. Dans les cours de récréation, la séparation des groupes d'enfants oblige les adultes à passer beaucoup de temps à empêcher des enfants de jouer ensemble...

Depuis 2017, tous les ans, les grèves s'enchaînent. L'action se concentre sur le temps de cantine : les repas ne sont pas servis, les enfants ne sont pas accueillis, les parents ne paient pas. En 2019, les grévistes ont

obtenu la mensualisation d'une centaine de contrats horaires. Une avancée pour les heureux et heureuses éluEs, une goutte d'eau dans l'océan de précarité. Cette semaine, une grève reconductible est menée par les syndicats SUD et CNT avec des actions et des assemblées générales. La majorité municipale de gauche (ÉELV, PCF, FI) maintient cette situation, combat la grève en calomniant les grévistes auprès des parents. C'est une nouvelle preuve que ce n'est pas cette gauche institutionnelle qui fera une différence, mais bien un rapport de forces imposé par les salariéEs.

Lucien Soufyene



situations compliquées que rencontreraient les agentEs et de leur soumettre nos revendications. Les mesures prises par la municipalité faisaient partie de ces revendications.

La section « écoles » a fait le choix de ne pas appeler à la grève au regard de leur volonté de faire avancer la situation, mais a remis officiellement son cahier revendicatif en posant un ultimatum :

avoir une réponse écrite de la part de la municipalité sur la mise en place d'un plan pluriannuel de 400 recrutements statutaires tous grades confondus et, en attendant, de faire un geste fort en direction des personnels en reconnaissant la pénibilité du travail en dérogeant à la règle des 1607 heures, et également de prendre en compte le temps d'habillage et de déshabillage et ce d'ici fin janvier 2021 lors de l'élaboration du budget qui doit être voté en mars. Si il n'y a pas de réponse concrète, la CGT ira au conflit.

La CGT ne craint-elle pas d'être accusée de bienveillance à l'égard de la municipalité... comme c'était le cas pour FO envers Gaudin ?

Non. Nous gardons notre autonomie et prenons des décisions contraires à bien des projets de celle-ci.

TRANSPORT AÉRIEN

Les effets d'aubaine de la crise sanitaire

FedEx est un des principaux transporteurs aériens mondial, avec plus de 450 avions. C'est cette entreprise qui vient de se faire attribuer par le gouvernement US la distribution du vaccin, à égalité avec l'autre grand transporteur UPS. Avec le Covid, et la baisse des vols passagers, les colis qui voyageaient dans les soutes avec les bagages se sont reportés massivement vers les avions tout cargo de ces transporteurs. Qui font du coup des affaires en or en ce moment. Ainsi, quand le PDG de FedEx France a envoyé un message de victoire à ses employéEs (« Depuis 20 ans que FedEx France existe, nous avons battu tous les records »), les salariéEs basés à Roissy ont vu rouge et se sont mis en grève. Car s'il y a beaucoup de boulot, les salaires sont à la traîne.

Zéro prime

FedEx Roissy avait déjà fait l'actualité avec la mort par Covid, le 26 mars dernier, d'un intérimaire de 60 ans. Du coup l'inspection du travail avait mis l'entreprise en demeure : désinfection régulière des locaux, fourniture de masques, gel et combinaisons. Le travail avait repris mais les salariéEs qui avaient pourtant pris tous les risques n'avaient eu que quelques remerciements de leur direction, mais par contre zéro prime Covid, zéro prime intéressement et participation... Bref le mécontentement montait dans les bâtiments de Roissy où travaillent 2500 salariéEs, dont 600 intérimaires, en horaires 3x8 car les vols cargo de fret aérien ont souvent lieu la nuit, les créneaux horaires étant moins chers.

FedEx et une entreprise où le turn-over est de plusieurs centaines par an. Et où les salaires sont un peu au-dessus du Smic mais essentiellement grâce aux majorations de travail de nuit et week-end, très pénible et usant. En gros, entre 1200 et 1700 euros mensuels, pas de quoi vivre en région parisienne, surtout avec des horaires pourris. Bref ça a pété, et plusieurs centaines de salariéEs font trois heures de grève en milieu de vacation depuis une semaine. Avec les cadeaux de Noël en route, c'est la période de pointe et ils et elles sont en position de force. Avec une intersyndicale regroupant CGT, CFTC, Sud aérien et CAT, ils réclament prime annuelle de 500 euros, la prime Covid de 1000 euros, et des hausses de salaire (aux États-Unis FedEx a accordé 2%).

Alors que nous écrivons, la direction serait prête à ouvrir des négociations. Et les autres salariéEs du groupe suivent attentivement voire envisagent de rejoindre le mouvement.

ADP: la découpe continue

Toujours à Roissy, les syndicats de l'entreprise ADP, Aéroports de Paris, ont finalement signé un accord de rupture conventionnelle collective prévoyant 1400 départs, dont 700 non remplacés, pour un effectif de 6500 salariéEs. La plupart de ces départs sont une forme de préretraite pour les salariéEs, dans une entreprise où la moyenne d'âge est très élevée. La plupart du travail est délégué à des entreprises sous-traitantes sur les aéroports, sans cesse mises en concurrence, pour le plus grand profit d'ADP qui, rappelons-le, devait être privatisée et vendue à Bouygues. La crise Covid est arrivée, le trafic a chuté de 80% (hors avions cargo, voir plus haut). Avec à côté une filiale ADP ingénierie qui, elle, ferme complètement, laissant sur le carreau ses 200 salariéEs. Les plans sont donc un peu reportés, les patrons en profitent pour restructurer les emplois, prévoyant toujours plus de précarité, apprentis, stagiaires, intérimaires, sous-traitants... pour quand le trafic aérien redémarrera. Si les vaccins sont là et sont efficaces?

Jet Aelys

Quelle réponse la municipalité donne-t-elle à ce mouvement? Les organisations syndicales appelantes ont-elles été reçues? La FSU a été reçue, et aussi l'UNSA qui suite à cette entrevue a arrêté la grève.

La Ville a procédé à des embauches de personnel. À combien se chiffrent-elles? Comment cette première mesure a-t-elle été reçue par le personnel?

La municipalité a déjà procédé au recrutement d'agentEs (312 pour les écoles et les crèches) et a également : - augmenté le nombre d'heures des agentEs de surveillance inter-cantine (ASIC) à 10 h/semaine, jusqu'à 40 h pour certainEs, à 28 h pour celles qui le voulaient. Ces agentEs seront le vivier des prochains recrutements statutaires ; - redéployé les animateurs de la direction de la Jeunesse et des mairies

d'arrondissement pour remplacer les ASEM [agentEs spécialiséEs des écoles maternelles] absentes et a fait appel au volontariat auprès des agentEs dont les services sont fermés comme les musées, la direction de la Mer, la direction des Sports, etc. Mesure présentée comme provisoire pour répondre à l'urgence ; - par ailleurs, et « afin de soulager les personnels en poste », la municipalité fait appel « provisoirement » au privé pour l'entretien des locaux, permettant aux agentEs d'assurer la restauration et la désinfection des selfs après chaque passage des groupes d'enfants.

Quelle est la position de la CGT dans le conflit en cours?

Nous n'avons pas appelé à la grève car un dialogue s'était engagé avec l'adjoint à l'Éducation afin de faire remonter les

Par exemple, nous avons voté, en comité technique, contre la mise en place de lignes directrices de gestion dans le cadre de la CAP [commission administrative paritaire] d'avancement de grade pour mars 2021, et surtout, refusé de signer l'accord sur le service minimum qui porterait gravement atteinte au droit de grève dans les écoles et crèches, comme cela est prévu dans la loi de transformation de la fonction publique. Il nous a même été dit que sans signature de cet accord, il n'y aurait pas de « dialogue social » possible. Cela n'a pas empêché FO, UNSA et CGC-CFTC de signer ce protocole.

Mais si la situation n'évolue pas, il y aura conflit. D'ores et déjà, un préavis a été déposé par la CGT et la FSU pour le 21 décembre, jour du conseil municipal. **Propos recueillis par Jean-Marie Battini**

À lire

«11 décembre 1960, Le Dien Bien Phu de la guerre d'Algérie», Naqd, 2010, Hors-série n°2.



En décembre 2010, pour les cinquante ans de l'indépendance de l'Algérie, la revue Naqd publiait un très bon dossier sur les manifestations de décembre 1960. Mohammed Harbi proposait notamment en introduction un article sur la portée et la signification de décembre 1960 dans lequel il concluait : «Plus qu'aucune autre force sociale, la plèbe a fourni au mouvement national les troupes qui l'ont mené à la victoire sur le colonialisme. [...] Ce problème est résolu. Reste le problème de l'émancipation sociale». On ne peut qu'être d'accord avec son analyse... Le dossier est intégralement disponible ici : <https://www.caim.info/revue-naqd-2010-2.htm>

Mathieu Rigouste, Un seul héros le peuple. La contre-insurrection mise en échec par les soulèvements algériens de décembre 1960, Premiers matins de novembre éditions, 2020.

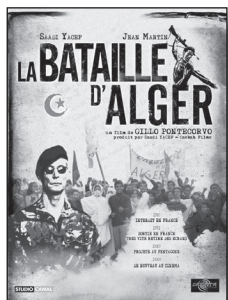


L'auteur s'est livré à une enquête de longue durée, croisant les archives avec les témoignages oraux de manifestantEs de l'époque. Il s'appuie notamment sur *Les Enfants de décembre*, témoignage de Hamouma Hocine qui participa à l'insurrection dans ses toutes jeunes années. Dans son travail, Mathieu Rigouste présente de façon convaincante le caractère spontané de ces manifestations menées par un «prolétariat colonisé». On comprend moins bien l'insistante référence à Frantz Fanon dont l'ouvrage *Les Damnés de la terre* consiste justement, dans une perspective tiers-mondiste, à encenser la paysannerie au détriment d'une classe ouvrière colonisée prétendument «fraction "bourgeoise" du peuple colonisé»¹... Un film accompagne cette publication.

1 – Frantz Fanon, *Les Damnés de la terre*, La Découverte, 2003 (1961), p. 108.

À voir

Gillo Pontecorvo, La Bataille d'Alger, 2h01, 1966.



Comme son titre l'indique, le film s'intéresse à la Bataille d'Alger de 1957 mais les dernières images du film présentent le déferlement de colère et d'espoir que furent les manifestations de décembre 1960. Un classique du cinéma : primé à Cannes, interdit en France pendant longtemps, acclamé par la critique et haï des associations d'ancien combattants. Le film vaut toujours la peine d'être vu ou revu.

Les manifestations de décembre 1960 en Algérie



REVUE NAQD

Décembre 1960. La guerre d'Algérie dure depuis six ans. Quelques années plus tôt, en 1957, l'armée française a décapité le Front de libération nationale (FLN) de la Zone autonome d'Alger (ZAA) lors de la bataille d'Alger¹. La ville est réputée «pacifiée». Dans le reste du pays, une offensive militaire menée par le général Challe aboutit quelque temps plus tard à la réduction par deux du potentiel militaire des maquis algériens. Sur le papier, l'organisation indépendantiste est en mauvaise posture dans l'ensemble du territoire algérien. Les puissantes manifestations de décembre 1960 transforment la situation. Pour les militaires français, elles équivalent à un «Dien Bien Phu politique» de la guerre d'Algérie.

De Gaulle, porté au pouvoir par un coup d'État insufflé par les partisans de l'Algérie française, veut profiter de l'affaiblissement militaire du FLN pour faire muter le colonialisme français. Cette mutation néocoloniale cherche à maintenir la domination française sur son empire en voie de décomposition.

De Gaulle mis à mal

Depuis le début de l'année 1960, les anciennes colonies françaises d'Afrique subsaharienne ont effectivement acquis leur indépendance mais celles-ci sont littéralement tronquées par des accords de coopération qui privent les nouveaux États de leurs prérogatives économiques, diplomatiques ou militaires²... Devant la lutte déterminée de la population algérienne et l'inévitabilité de l'indépendance, De Gaulle cherche une issue qui maintienne l'essentiel des intérêts de l'impérialisme français et notamment ses intérêts pétroliers. La tournée algérienne entamée par De Gaulle au début du mois de décembre en 1960 vise à mettre en scène des interlocuteurs algériens acceptant une indépendance factice. Cette politique se heurte à deux obstacles de taille. Arc-boutés sur l'Algérie française, les ultras européens ne veulent pas entendre parler d'indépendance. Surtout, la population algérienne ne veut pas non plus de cette indépendance illusoire. Alors que la question algérienne est sur le point d'être de nouveau examinée par l'Organisation des Nations unies (ONU), De Gaulle veut montrer qu'il dispose toujours d'un soutien en Algérie et cherche à éviter à tout prix qu'aient lieu des démonstrations de force de la part des ultras européens comme des indépendantistes algériens. Les grandes villes sont soigneusement évitées dans l'organisation du parcours. Il n'empêche, le passage du président dans des

petites villes suffit à mettre le feu aux poudres³. À Aïn Temouchent et à Tlemcen, situés dans l'ouest algérien, des rassemblements sont organisés par les ultras en soutien à l'Algérie française. Des jeunes collégiens et lycéens algériens s'y mêlent et au moment propice suscitent la stupeur en scandant «*Tahia Djazaïr*» («*Vive l'Algérie*») et en déchirant les banderoles pro-Algérie française. Des affrontements s'ensuivent : la contestation est lancée. Elle s'étend comme une traînée de poudre à travers les villes algériennes dans les jours qui suivent.

L'explosion populaire

L'explosion met au premier rang des manifestations des jeunes et des femmes. À Alger, les premières étincelles ont lieu lorsqu'un groupe de jeunes Algériens s'attaque au Monoprix du quartier Belcourt (aujourd'hui Belouizdad). À Oran, c'est face à une foule d'Européens réunis à l'entrée du quartier algérien de Medina Djedida à l'appel du Front de l'Algérie française (FAF) que de jeunes Oranais commencent à riposter en jetant des cailloux sur les assaillants. Dans toutes les villes grandes et moyennes du pays, ces initiatives de défense face aux attaques des ultras européens enclenchent des ripostes plus larges. Dans les jours qui suivent, des milliers d'Algériens et d'Algériennes, jeunes et moins jeunes, descendent dans la rue pour crier leur révolte face à un ordre colonial inique. Les rues et les places sont occupées, de jour comme de nuit. Le prolétariat colonisé brave l'ordre colonial, particulièrement l'état d'urgence adopté en 1955 instaurant les fameux couvre-feux. L'État français a beau avoir, dans une large mesure, brisé militairement le FLN depuis la bataille d'Alger et le Plan Challe, les manifestations des classes populaires des villes algériennes rendent compte de l'ampleur du sentiment anticolonial.

Les grèves qui appuient les manifestations sont un succès. Pendant quelques jours, l'ampleur de la contestation en pleine visite présidentielle rend caduque la tentative néocoloniale de l'État français d'imposer ses propres pantins à la tête de l'État algérien en gestation.

Que retenir de cette séquence ?

Cette mobilisation spontanée, lancée sans préparation ni mot d'ordre du FLN, témoigne de la profondeur de l'aspiration anticolonialiste au sein de la population algérienne. Le FLN ne perdit pas pour autant la direction de cette lutte. À cette date, le FLN constitue un appareil où prévaut «*la conception policière de l'action politique*»⁴ ainsi que la méfiance vis-à-vis du prolétariat urbain. Cet appareil lui permet de prendre le train en marche pour mieux encadrer ce débordement révolutionnaire. Le président du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA) appelle même les manifestants à rentrer chez eux. «*Cette bataille doit maintenant prendre fin*» écrit-il le 16 décembre 1960 dans le journal *El Moudjahid*. Les manifestations de 1960 démontraient pourtant que ce prolétariat algérien était bien à



DR

Il y a 60 ans

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

Disparition d'Anne Sylvestre

Bon vent, sorcière en chef!

Anne Sylvestre s'est fait la malle le 1^{er} décembre dernier. L'Anticapitaliste lui rend hommage, car elle a donné une bande originale aux combats féministes. Mais pas seulement. Son chant est aussi celui de celles et ceux qui persévèrent et s'accrochent même par gros vent. Et c'est sûrement pour ça qu'elle parle tant aux militantEs.

Anne Sylvestre est morte, et même si elle était très vieille, ça a gratouillé le cœur des militantEs qui la connaissaient. D'un seul coup, les murs Facebook de tout ce que le réseau social compte de révolutionnaires – ou presque – se sont transformés en playlists collaboratives, ersatz d'enterrement où l'on aurait pu aller chanter, habillés en violet, «Le mari de Maryvonne» à pleine voix, de mausolée où l'on aurait pu jeter des notes.

Peut-être, pour certainEs, parce que c'était un bout d'enfance qui s'en allait en même temps : qui n'a pas cassé les oreilles – ou s'est fait casser les oreilles – par une fabulette répétée à l'envi, sans jamais oublier les gestes qui allaient avec? Tenez, ceux qui connaissent l'air de «J'ai une maison, pleine de fenêtres» pourront me maudire toute la journée, tant il accroche les cerveaux et les oreilles à la manière d'un bon slogan. Quand bien même il s'est converti au métal récemment, il y fort à parier que la mort d'Henri Dès ne suscitera pas le même vague aux âmes de ceux et celles qui luttent.

Histoires de femmes

Des féministes d'abord. Anne Sylvestre est l'une de celles qui a su mettre en histoires et en paroles les grandes tracasseries causées par le patriarcat aux femmes de toutes les classes, de «Clémence», qui raconte la grève des travaux domestiques d'une femme et de son accueil par la société, à «Petit Bonhomme» ou «les Blondes», odes à la solidarité entre les femmes plutôt qu'à leur mise en concurrence, sans oublier «Non, tu n'as pas de nom», en soutien au droit à l'avortement, ou «Douce Maison», sur le viol. Et la contre-révolution néolibérale de Reagan et son «backlash», son retour de bâton n'ont jamais mené la chanteuse à se



dédire, à renier ses engagements, elle a même continué à écrire des chansons féministes comme «Les Hormones, Simone», sur un album de 2000, ou une chanson sur les agresseurs sexuels, au moment de l'affaire Strauss-Kahn, sur un album sorti en 2013, avant, donc, le regain de vitalité du féminisme. Elle a aussi chanté les droits des homosexuels, au travers de «Gay, marions-nous», ou de «Ruisseau bleu».

«Mes chemins de traverse, je ne les ai pas choisis. On m'a barré la grande route et on m'a fait prendre de petits chemins. Et c'est extraordinaire d'être arrivée saine et sauve sans avoir perdu la joie et l'enthousiasme», confiait-elle à Jacques Chancel en 1978, dans un «Radioscopie». La tardive reconnaissance de la chanteuse constitue un espoir pour les has-been, les loosers, les dépassés, les démodés et les poussiéreux, ceux qu'on regarde, avec un peu de condescendance, comme de gentils originiaux, pour les minoritaires.

La Chanson avec un grand C

Auteure et interprète aux côtés des chanteurs et chanteuses de la rive gauche, à la fin des années 1950, elle a à peine commencé qu'elle est

rendue ringarde par le bulldozer yéyé, de jeunes chanteurs et chanteuses bling bling issus du baby boom, aux minois et aux paroles enfantines ou cucul la praline (Même si on les aime bien aujourd'hui, on ne peut pas dire que «Ce soir je serai la plus belle pour aller danser», «Annie aime les sucettes», ou «Viens danser le twist» soient aussi exigeants en terme de paroles que Barbara, Greco ou Léo Ferré). Alors qu'encore jeune, elle aurait pu, par opportunisme, s'engouffrer dans cette brèche, Anne Sylvestre s'accroche, reste loyale à ce en quoi elle croit : la Chanson avec un grand C, ses sonorités médiévales et ses envolées poétiques. Quand elle estime que les contrats proposés par les maisons de disque lui sont défavorable, hop, elle crée la sienne. Et tant pis si le prix à payer, pour cela, est de ne pas figurer sur la photo de *Salut Les Copains*. Même aux enfants, elle refuse de servir du sirop en guise de musique.

En bons marxistes, on serait tentés de dire que c'est cette position inconfortable qui façonne les paroles si touchantes d'Anne Sylvestre aux oreilles des Rouges. Parce que, comme elle le dit elle-même, ses chansons disent à ceux qui les écoutent : «Vous n'êtes

pas tout seuls». Parce qu'elle les autorise à douter, à être las, découragés, de temps à autre. À tout envoyer valser pour ne plus rien glander et profiter de la vie. Qu'elles parlent, avec ce qu'il faut de pudeur, à nos fragilités, qui sont souvent, et avec raison, le moteur du militantisme, mais qu'il faut sans cesse dissimuler derrière nos banderoles ou nos tribunes lorsqu'on rentre dans la bagarre. C'est-à-dire souvent quand même.

«Ton arme à toi, c'est l'espérance»

Malgré cette carrière buissonnière, au cours de laquelle elle a composé 400 chansons, sans jamais passer à la télé, en enchaînant les petites salles de spectacle, Anne Sylvestre a fini, dans les années 2010, par recevoir une considération à la hauteur de son talent. On date, assez subjectivement, son retour en grâce au jour où Vincent Delerm, Jeanne Cherhal et Alban de La Simone, ont repris sa chanson «Les gens qui doutent» et en ont fait une vidéo qui totalise aujourd'hui plus de trois millions de vues sur Youtube. L'essor du féminisme et ses militantes l'ont aussi remise au devant de la scène, avec, par exemple, une interview d'Aude Lorriaux dans son podcast «Vie===ille Branche». Mais c'est lors de sa mort qu'on a pu mesurer à quel point Anne Sylvestre avait réussi à gagner sa place de grande dame de la chanson française, avec les hommages d'amoureux des mots de gauche, telles que Vincent Dedienne ou François Morel, à des heures de grande écoute, et jusqu'à, plus surprenant, Patrick Cohen, qui semble être un grand fan.

Et cette reconnaissance sonne comme une petite victoire par procuration. On aimerait le voir comme un bon augure, parce que même si elles et ils n'aiment pas être à la mode, ça leur ferait aussi du bien aux militantEs, qu'on reconnaisse la légitimité de leur travail, qu'on salue toute cette énergie dépensée pour faire changer le monde. Qu'on les flatte un peu, ces carcasses. Alors qu'ils et elles n'oublient pas les paroles de la sorcière en chef pour les soutenir, les jours de défaite, ces jours qui leur donnent le droit de recommencer : «Ton arme à toi, c'est l'espérance».

Ramina Grobis



Souscription du NPA



SOUTENEZ LE NPA!

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Pour gagner contre la réaction sociale et démocratique, dans la rue, sur les lieux de vie, de travail et d'étude, il faudra à notre camp social de l'unité, de la radicalité, de la démocratie, des masses en mouvement, de l'auto-organisation, un projet et une stratégie, mais aussi des organisations syndicales... et politiques. Et c'est là que le NPA peut jouer son rôle en tant que parti politique, dans la rue mais aussi dans les urnes. Faire de la politique coûte cher et les difficultés financières (déjà chroniques) du NPA se sont sérieusement aggravées en 2020. Vos dons sont donc plus précieux que jamais. Permettez-nous de développer notre activité au service de notre classe et du socialisme!

SOUSCRIPTION 2020

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

MONTANT €

Chèque à l'ordre de «NPA souscription» à remettre à unE militantE ou à envoyer à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil avec le coupon détachable dûment rempli.

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Roman policier

Entre deux mondes, d'Olivier Norek

Pocket Thriller, 378 pages, 7,50 euros.

Juin 2016, «Jungle» de Calais. Destination «Youké» [UK] pour des milliers de damnés de la terre. Un responsable policier déclare : «La frontière de l'Angleterre est à Calais pas à Douvres. Les British paient cher pour que ça demeure comme ça. Les migrants fuient leur pays en guerre vers lequel on ne peut pas les renvoyer mais de l'autre côté (Angleterre) on les empêche d'aller. C'est une situation de blocage.» Les migrantEs sont coincés et font penser à des âmes coincées «entre deux mondes». L'auteur du roman, Olivier Norek, est un ancien flic qui, après une expérience dans la Yougoslavie en guerre et 18 ans de «criminelle» en Seine-Saint-Denis, s'est mis en disponibilité pour écrire des romans policiers, et a vite rencontré le succès¹. *Entre deux mondes* est un roman avec des policiers, des crimes de sang,

des enquêtes, des coups tordus des «services» mais c'est aussi un grand roman social où éclot une «fleur d'humanité sur le lisier d'inhumanité totale de la vie des réfugiés, entre deux mondes».

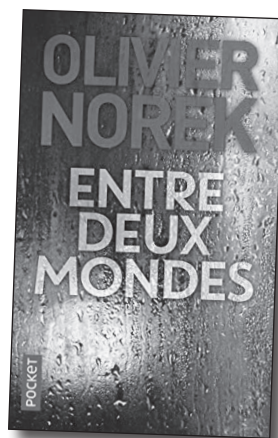
Damas, Calais

Damas. Adam, père de famille syrien, est un policier gradé de Bachar al-Assad. Il a rallié la résistance et sa famille est en danger. Lorsqu'un membre de son réseau est arrêté, il sait qu'il n'a que quelques heures pour organiser la fuite de sa femme et de sa fille, Nora et Maya. Elles devront passer par la Libye, traverser coûte que coûte la Méditerranée, gagner Calais où il les rejoindra pour aller en Angleterre ensemble. Calais. Bastien est un flic bien noté à Bordeaux mais, suite à la dépression de Manon sa femme, il demande sa mutation à Calais, berceau familial de son épouse.

Ils ont une fille Jade. Bastien découvre très vite le boulot sordide qu'il va devoir faire par rapport aux migrants.

La «Jungle»

Le camp de réfugiés de Calais avait été construit en bordure d'une forêt. Les IranienEs qui arrivèrent en premier l'appelèrent «Jangal» (la forêt en persan) qui devint très vite «La Jungle» pour tout le monde (migrantEs, flics et CalaisienEs). À Damas, Adam est muté dans un centre de la mort dont il parvient en extrême à s'échapper. Il part à son tour pour Calais. Sa femme et sa fille n'y sont pas. Il s'installe à l'entrée du camp pour ne pas rater leur arrivée. Il passe ses journées à montrer leur photo aux autres migrantEs. Une nuit, les cris terribles d'un gamin l'interpelle. Il découvre un lieu de prostitution géré par les «Afghans», il arrive à



sortir le gosse de ses tortionnaires. Ce dernier est gravement blessé à l'anus et Adam, qui parle français, n'hésite pas à prendre contact avec les flics qui surveillent le camp. À l'hôpital, il rencontre le flic Bastien qui lui explique qu'il n'a pas le droit d'enquêter à l'intérieur du camp. Adam rentre au camp avec le gosse soigné mais il sait qu'il va devoir lutter pour sa peau et celle du gamin d'origine soudanaise. Ce dernier a été rendu muet au cours de la guerre civile de son pays par section de

la langue. Adam le prend sous sa protection. Des meurtres vont être commis dans la «Jungle» et le flic syrien ne comprend pas l'attitude de la police française. Il parvient à convaincre Bastien d'enquêter avec lui. On va découvrir très vite que la DGSI (Direction générale de la sécurité intérieure) a des mouchards à l'intérieur du camp. L'arrivée d'un cadre de Daesh au camp va précipiter les événements et faire rentrer dans le «jeu» la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure). Les services vont manipuler Bastien pour qu'il manipule Adam en échange de promesses. Adam saura repérer l'intégriste mais, une fois celui-ci abattu, les «services» ne tiendront pas promesse.

Un suspense au service de la cause des migrantEs

Pour écrire ce polar, l'auteur s'est immergé dans la «Jungle» via une association d'aide aux migrantEs. Il a pu y comprendre la complexité des relations entre communautés qui doivent survivre dans un enfer où la chance de toucher le Graal

«Youké» est quasi nulle. Il décrit les techniques en général vaines pour passer en Angleterre et, avant de décrire le quotidien calaisien des migrantEs, il a pu recueillir aussi des témoignages bouleversants sur l'enfer du parcours des réfugiés. Norek ne cache rien sur la situation en Syrie, en Libye ou au Soudan et sur l'hécatombe que représentent les traversées de la Méditerranée.

Si l'émotion peut parfois submerger le lecteur tant l'auteur a lui-même été bouleversé par son expérience, Norek écrit un polar et il n'oublie pas son intrigue et avance les pions d'un drame complexe qui déborde les frontières du thriller. Il n'y aura pas de «happy end» final.

Fin 2016, la «Jungle» de Calais est démantelée sous les yeux de Bastien. Sans solution pour les migrantEs.

Sylvain Chardon

1 - Olivier Norek est l'auteur, entre autres, de la trilogie du capitaine Coste (*Code 93, Territoires et Surtensions*). Il a reçu les prix du Polar européen, de la Maison de la presse et de Babelio Polar.

IL Y A 10 ANS

L'onde de choc des soulèvements arabes

Le 17 décembre 2010, le jeune Mohamed Bouazizi, vendeur ambulancier à Sidi Bouzid, ville du centre de la Tunisie, s'immolait par le feu après la confiscation, par les forces de sécurité du régime de Ben Ali, de son outil de travail (une charrette et une balance). Ce geste tragique fut le déclencheur d'un soulèvement populaire régional qui, 10 ans plus tard, n'a pas fini de bouleverser la région Moyen-Orient Afrique du Nord ni d'inspirer les peuples du monde entier.

Si l'immolation de Mohamed Bouazizi a suscité un sentiment d'identification collective, bien au-delà des frontières de la Tunisie, c'est qu'elle a incarné, de manière dramatique, la situation misérable d'une jeunesse précaire, sans avenir, sujette à la répression et à l'arbitraire de policiers reproduisant les pratiques clientélistes des clans au pouvoir, en exigeant des bakchichs pour « fermer les yeux » sur des pratiques illégales aux yeux de la bureaucratie administrative. Extrême pauvreté, inégalités, chômage de masse chez les jeunes, mainmise des dirigeants et de leurs proches sur les richesses nationales, poids du clientélisme et persistance de l'autoritarisme : c'est la conjonction – et la persistance – de ces facteurs qui ont été les causes expliquant le soulèvement régional, et pas uniquement l'absence de démocratie politique. Et si des revendications démocratiques ont été mises en avant, les analyses réduisant les aspirations populaires à la demande d'élections libres et de pluralisme politique se sont avérées erronées.

Violence de la contre-révolution

À défaut d'alternative progressiste crédible et malgré la puissance et la massivité des soulèvements, on a progressivement assisté, à l'échelle régionale, y compris dans les pays où des élections ont été organisées, à une polarisation réactionnaire entre, d'une part, anciens régimes et, d'autre part, intégrisme islamique dominé par les Frères musulmans, ce qui a posé une chape de plomb sur les aspirations populaires de 2010-2011, les politiques des puissances régionales et internationales contribuant à alimenter cette polarisation. Les revendications des peuples insurgés n'ont pas été satisfaites et, bien au contraire, la région a connu une véritable descente aux enfers : alliance des forces contre-révolutionnaires en Tunisie, restauration autoritaire en Égypte, désintégration de la Libye, conflits sanglants au Yémen et en Syrie... Les rivalités entre les pôles contre-révolutionnaires n'ont pas mécaniquement ouvert d'espace pour les forces progressistes, et ces dernières sont aujourd'hui davantage dans une stratégie de survie que de développement.

Qui plus est, l'évolution de la situation nous rappelle que la contre-révolution n'est pas un retour aux conditions qui préexistaient au soulèvement révolutionnaire : « Une contre-révolution n'est pas une révolution en sens contraire (une révolution inversée), mais la contraire d'une révolution, non pas un événement symétrique à l'événement révolutionnaire, mais un processus »¹. Un processus qui passe non seulement par la destruction des acquis, aussi maigres soient-ils,



Place Tahrir au Caire. WIKIMEDIA COMMONS



du soulèvement révolutionnaire, mais aussi par l'annihilation préventive des conditions de possibilité d'un nouveau soulèvement. Les 10 années qui se sont écoulées depuis l'onde de choc de 2010-2011 ont également été l'occasion, pour les puissances impérialistes, de faire la démonstration de leur hypocrisie criminelle et de leur cynisme morbide, préoccupées avant tout par la « stabilisation » économique et la redistribution des zones d'influence et aucunement par l'amélioration des conditions de vie des peuples de la région. Malgré des discours de façade sur la nécessaire « démocratisation », le soutien politique et militaire apporté à la réaction régionale s'est ainsi renforcé, en dépit de la répression tous azimuts, des centaines de milliers de morts et des millions de réfugiés et de déplacés. Le tapis rouge récemment déroulé au dictateur Sissi par l'autocrate Macron en est l'une des illustrations les plus récentes... et des plus répugnantes.

Une source d'inspiration mondiale

Mais les raisons de la colère sont toujours bien là, et ceux qui faisaient le pari d'une stabilisation régionale par la contre-révolution en sont pour leurs frais. Du Liban à l'Algérie, de l'Irak au Maroc, des soulèvements de plus ou moins grande ampleur se sont succédé au cours des dernières années, montrant que la contre-offensive réactionnaire, incapable d'éteindre l'incendie

de drapeaux catalans brandis par des manifestants pour dénoncer "le même destin tragique" »². Gilets jaunes au Liban ou en Irak, parapluies à Paris, masques de Guy Fawkes, de Dali ou du Joker un peu partout, techniques de résistance à la répression qui voyagent de Hong Kong au Chili : des révoltes interconnectées, qui se regardent, se nourrissent et se soutiennent symboliquement, face à des gouvernements adeptes des mêmes politiques austéritaires et répressives. Dix ans après, nous ne devons pas l'oublier : les soulèvements de l'hiver 2010-2011 furent, malgré la violence de la contre-révolution, l'expression de la possibilité, et même de la nécessité, de se révolter contre un ordre injuste, et une source d'inspiration et de fierté pour les opprimés et les exploités du monde entier. À l'occasion du dixième anniversaire de ces soulèvements, le meilleur hommage que l'on puisse rendre aux insurgés martyrs et à toutes celles et tous ceux qui continuent de se battre dans l'adversité, est de demeurer intransigeants quant à notre anti-impérialisme, notre internationalisme et notre solidarité avec les peuples en lutte, mais aussi et surtout d'amplifier notre combat, ici et maintenant, pour un monde meilleur.

Julien Salingue
1 – Daniel Bensaïd, préface à l'Introduction au marxisme d'Ernest Mandel, Éditions Formation Léon Lesoil, Bruxelles, 2007.
2 – Dan La Botz, « The World Up in Arms Against Austerity and Authoritarianism », *New Politics*, 26 octobre 2019.
3 – Nicolas Bourcier, « Algérie, Liban, Irak, Chili, Hongkong... La contestation est mondiale », lemonde.fr, 8 novembre 2019.

L'image de la semaine



régional, n'a pas été capable de stabiliser la situation et de produire un « nouvel ordre » consolidé et un tant soit peu légitime. Qui plus est, la grande révolte de 2010-2011 fut un précurseur d'autres soulèvements à l'échelle internationale, ouvrant une vague de contestation mondiale du capitalisme néolibéral autoritaire, du Chili à Hong Kong en passant par Porto Rico et la Catalogne, autant de pays où l'héritage des soulèvements arabes a été explicitement revendiqué.

Ces phénomènes d'identification se sont reproduits et développés, avec le développement d'un mouvement mondial « synchronisé mais non coordonné »² remettant en cause le capitalisme néolibéral autoritaire : « Quand les Catalans sont allés bloquer l'aéroport de Barcelone le 14 octobre [2019], ils ont affirmé s'inspirer des méthodes de Hong Kong. Qui en retour a vu s'afficher, par solidarité, le 24 octobre [2019], en plein centre-ville, des centaines

Vu ailleurs

INDE : SALAIRES NON PAYÉS, USINE D'IPHONE SACRIFIÉE. Une centaine de personnes ont été arrêtées après la mise à sac d'une usine fabriquant des iPhone dans le sud de l'Inde par des ouvriers en colère.

L'émeute s'est produite entre vendredi soir et samedi dans l'usine du groupe taïwanais Wistron Infocomm Manufacturing en banlieue de Bangalore. Des images tournées sur place montrent des vitres pulvérisées par des membres de l'équipe de nuit. Les caméras de vidéosurveillance, des lampes et des ventilateurs ont également été brisés, les bureaux des cadres dirigeants étant pris pour cible, et une voiture a été incendiée.

Les ouvriers affirment n'avoir pas été payés totalement depuis quatre mois et avoir pourtant dû faire des heures supplémentaires. Un membre du personnel a affirmé que le Wistron avait procédé à de nombreuses embauches depuis le mois d'août, avec l'objectif de recruter 10 000 nouveaux employés pour son usine d'assemblage de Narasapura. Mais les salaires promis n'auraient pas été versés. Ainsi, un diplômé en génie qui s'était vu promettre 21 000 roupies par mois (235 euros), n'en avait reçu le premier mois que 16 000 puis 12 000 les trois mois suivants.

La police a affirmé à l'AFP qu'aucune personne n'avait été blessée et qu'une équipe spéciale avait été mise en place pour enquêter sur les incidents. Le ministre en chef adjoint de l'État du Karnataka, C.N. Ashwathnarayan, a dénoncé des actes de violence gratuite et ajouté que son gouvernement veillerait à ce que la lumière soit faite « sans tarder » sur cette affaire. « Nous nous assurerons que les droits des travailleurs soient protégés et que les sommes dues leur soient versées », a-t-il ajouté.

L'État du Karnataka a offert 175 000 m² à Wistron dans la zone industrielle de Narasapura en échange de son implantation et de la création de 10 000 emplois. Les ouvriers y assemblent les smartphones iPhone SE et des appareils biotechnologiques. La firme Wistron n'a fait aucun commentaire. Selon le Times of India, les violences commises à Nasapura n'ont suscité une réaction d'Apple qu'après l'affaire médiatisée.

J. Cl., « Inde : des salariés saccagent leur usine de fabrication d'iPhone », leparisien.fr, 13 décembre 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755
Date : Signature obligatoire :